

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 338

16 février 2010

### SOMMAIRE

AP Portland 1 S.à r.l. ....	16204	Margutta Lux S.à r.l. ....	16209
Arcade Finance S.A. ....	16209	Mas Luc S.A. ....	16202
Art Lux S.A. ....	16201	M.B. Group Holding S.A. ....	16222
Avenida del Mar S.A. ....	16180	Medic-Ambulance S.à r.l. ....	16178
Belim S.A. ....	16180	Mixvoip S.A. ....	16180
Bignames S.A. ....	16200	Paninvest S.A. ....	16200
Caves Pierre NADLER S.à r.l. ....	16179	Polyphonic Communications S.A. ....	16178
Central Asia Marketing S.à.r.l. ....	16222	PORTIXOL Holding S.à.r.l. ....	16205
Chez Paula ....	16207	Procura Holding ....	16179
Code Bar S. à r.l. ....	16208	Real South Investment Luxembourg S.A. .....	16199
Cristal Red S.à r.l. ....	16200	Resimmob Holding S.A. ....	16199
De Grenge Männchen S.à.r.l. ....	16224	Sella Sicav Lux ....	16203
Dirland Telecom Luxembourg S.à r.l. ....	16224	Serbia BroadBand S.à.r.l. ....	16205
Enzian Holding S.A. ....	16179	Sidro Holding S.A. ....	16208
Epoca S.A. ....	16204	Société Hippique Casino 2000 Sàrl ....	16178
Euro-Lepont S.A. ....	16223	Solubat S.à r.l. ....	16178
European Consultants (Luxembourg) S.A. .....	16203	Solvipar Holding S.A. ....	16206
Flyght Properties S.A. ....	16179	Sonoma Holdings S.à r.l. ....	16209
Furstenberg Capital S.C.A. ....	16181	Stego Finances S.A. ....	16205
Gate Consortium Luxembourg S.à r.l. ....	16208	Svekom Reinsurance S.A. ....	16178
Génie S.A. ....	16180	Thalis s. à r.l. ....	16180
Gleinor Holding S.A. ....	16179	Titex S.A. ....	16199
G.M. S.à r.l. ....	16208	Tradegro S.à r.l. ....	16201
HC Luxembourg III S.à r.l. ....	16208	Trasfin S.A. ....	16222
Kepler P.O.S. S.A. ....	16222	Um Gruew S.à r.l. ....	16224
Kojac S.A. ....	16201	Van Kasteren Services S.à r.l. ....	16199
Lambda Assets S.A. ....	16200	WZG International S.à.r.l. ....	16199
Lambda Assets S.A. ....	16201	Zap S.A. ....	16207
Luxfin Holding S.à.r.l. ....	16207		

**Solubat S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-9370 Gilsdorf, 31, rue Principale.

R.C.S. Luxembourg B 113.468.

Les comptes annuels au 31.12.2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010014760/10.

(100008568) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 janvier 2010.

---

**Société Hippique Casino 2000 Sàrl, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8077 Bertrange, 295, rue de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 40.832.

Les comptes annuels au 31.12.2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010014761/10.

(100008567) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 janvier 2010.

---

**Polyphonic Communications S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-9991 Weiswampach, 2, Beelerstrooss.

R.C.S. Luxembourg B 101.336.

Les comptes annuels au 31.12.2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010014762/10.

(100008566) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 janvier 2010.

---

**Medic-Ambulance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1629 Luxembourg, 10, rue des Trois Glands.

R.C.S. Luxembourg B 106.254.

Les comptes annuels au 31.12.2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010014764/10.

(100008564) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 janvier 2010.

---

**Svekom Reinsurance S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 23.736.

*Extrait du procès-verbal du Conseil d'Administration tenu à Luxembourg le 14 décembre 2009*

Le Conseil d'Administration nomme Mme Carina Blank Présidente du Conseil d'Administration pour la même durée que son mandat d'Administrateur, et nomme également M. Björn RYD comme Administrateur-Délégué, demeurant Ut-valnäsavägen, 116, code postal 80595, Gävle, Suède.

*Pour la société SVEKOM REINSURANCE S.A.*

Aon Insurance Managers (Luxembourg) S.A.

Signature

Référence de publication: 2010015123/14.

(100009351) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2010.

---

**Flyght Properties S.A., Société Anonyme Soparfi.**

Siège social: L-1661 Luxembourg, 31, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 140.355.

Le bilan au 31 décembre 2008 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 janvier 2010.

*Pour la société**Un mandataire*

Référence de publication: 2010014742/12.

(100008158) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 janvier 2010.

**Procura Holding, Société Anonyme.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 19.578.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010014743/10.

(100008148) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 janvier 2010.

**Caves Pierre NADLER S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-3378 Livange, rue de Bettembourg / Z.C. le 2000.

R.C.S. Luxembourg B 41.212.

Les comptes annuels au 31.12.2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18.01.2010.

Fiduciaire Becker, Gales &amp; Brunetti S.A.

Luxembourg

Référence de publication: 2010014744/12.

(100008149) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 janvier 2010.

**Enzian Holding S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 92.779.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010014745/10.

(100008131) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 janvier 2010.

**Gleinor Holding S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 99.755.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 13 janvier 2010.

Référence de publication: 2010014752/10.

(100008061) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 janvier 2010.

**Avenida del Mar S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.  
R.C.S. Luxembourg B 87.382.

Les comptes annuels au 31.12.2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18.01.2010.  
Fiduciaire Becker, Gales & Brunetti S.A.  
Luxembourg

Référence de publication: 2010014756/12.

(100008040) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 janvier 2010.

---

**Génie S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.  
R.C.S. Luxembourg B 69.769.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 12 janvier 2010.

Référence de publication: 2010014757/10.

(100008038) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 janvier 2010.

---

**Thalis s. à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-9459 Longsdorf, 9, Um Sand.  
R.C.S. Luxembourg B 125.243.

Les comptes annuels au 31.12.2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010014758/10.

(100008570) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 janvier 2010.

---

**Belim S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1537 Luxembourg, 3, rue des Foyers.  
R.C.S. Luxembourg B 38.909.

Les comptes annuels au 31.12.2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18.01.2010.  
Fiduciaire Becker, Gales & Brunetti S.A.  
Luxembourg

Référence de publication: 2010014751/12.

(100008057) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 janvier 2010.

---

**Mixvoip S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8041 Bertrange, 209, rue des Romains.  
R.C.S. Luxembourg B 138.372.

Les comptes annuels au 31.12.2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010014765/10.

(100008563) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 janvier 2010.

---

**Furstenberg Capital S.C.A., Société en Commandite par Actions de Titrisation.**

Siège social: L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 150.655.

—  
STATUTES

In the year two thousand and nine, on the nineteenth day of November.

Before the undersigned Maître Henri Hellinckx, notary, residing in Luxembourg.

There appeared:

Furstenberg S.à r.l., a société à responsabilité limitée, existing and incorporated under the laws of the Grand Duchy Luxembourg, having its registered office at 5, avenue Gaston Diderich L-1420 Luxembourg, registration with the Luxembourg trade and companies register still pending,

duly represented by Patricia Sondhi, avocat, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given in London, United Kingdom on 16 November 2009.

and

Furstenberg Finance a Société par Actions Simplifiée, existing and incorporated under the laws of France having its registered office at 8, rue Vernier 75017 Paris, France, registered with the local trade and companies register of Paris under number D 509 674 479

duly represented by Patricia Sondhi, avocat, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given in Paris, France on 16 November 2009.

The proxies, after having been signed "ne varietur" by the proxy-holder and the undersigned notary, shall remain attached to this document in order to be registered therewith.

Such appearing parties, acting in their hereabove stated capacities, have drawn up the following articles of incorporation of a société en commandité par actions, which they declare organised as follows:

**A. Name - Duration - Purpose - Registered office**

**Art. 1.** There is hereby established among the subscribers and all those who may become owners of the shares hereafter issued, a Company in the form of a société en commandité par actions, under the name of "Furstenberg Capital S.C.A.", which shall have the status of a securitisation Company (société de titrisation) within the meaning of the law of 22 March 2004 on securitisation (the "Securitisation Law") and shall be subject to and governed by the Securitisation Law, the law of 10<sup>th</sup> August 1915 on commercial companies, as amended (the "Companies Law") as well as by the present articles of incorporation.

**Art. 2.** The Company is established for a limited duration ending 31 December 2014. However, the general meeting of shareholders prior to 31 December 2014 shall resolve upon the continuation of the Company for a limited or unlimited duration.

**Art. 3.** The Company's corporate purpose is to enter into one or more securitisation transactions within the meaning of the Securitisation Law, through the acquisition of stakes in hedge funds, either listed or OTC quoted on a secondary market, and listed companies at a discount on their published net asset value. The Company may, for the management of its cash accounts, invest in short-term high-credit quality fixed-income securities or instruments covering foreign currency exposure such as, but not limited to, swaps and forwards.

The Company may further, within the limits of fifteen percent (15%) of its share capital (the "Side Pocket"), enter into securitisation transaction through the acquisition, holding and/or assumption, directly or through any other undertaking of any kind, of risks relating to claims, any other type of assets (including, without limitation, any kind of securities, loans, receivables, units, guarantees and other assets) or any kind of obligations assumed by third parties or inherent to all or part of the activities of third parties.

The above investments shall collectively be referred to herein as the "Underlying Assets".

Within the context of securitisations and the limits of its Side Pocket, the Company may (i) acquire, hold and dispose in any form, by any means, whether directly or indirectly, of participations, rights and interests in, and obligations of, Luxembourg and/or foreign companies or other entities active in any sector; (ii) acquire or assume risks by means of granting loans, guarantees, securities or other funding to Luxembourg and/or foreign entities; (iii) acquire by purchase, subscription, or in any other manner, as well as transfer by sale, exchange or in any other manner of stock, bonds, debentures, notes, units and other securities or financial instruments of any kind and contracts on one or more instruments or related thereto; and (iv) always in the context of the securitisation of such risks provide any financial assistance to the undertakings forming part of such investments by providing without limitation guarantees or securities or loans in any form or subordinating its rights or enter into any undertaking or other agreement; (v) acquire and own, administer, develop and manage its portfolio (including, among others, the assets referred to in (i), (ii) and (iii) in this paragraph), and (vi) acquire, hold and dispose of interests in partnerships, limited partnerships, trusts, funds and any other entities.

The Company may also within the limits of the securitisation Law borrow or raise funds in the form of loans or otherwise from any entity in order to fund or partly fund the acquisition, holding or assumption of Underlying Assets and/or to comply with any payment, distributions or other obligation it may have with respect to any of the Company's securities or under any agreement to be entered into in the context of a securitisation. The Company may proceed to any distribution of any kind and may proceed to share buy backs to provide a return to shareholders. The Company may directly or indirectly fund any such distributions or buy back in any way including through the sale, or transfer of assets, the taking up of loans, the provision of security for any financing to the Company or of all the Underlying Assets, the issue of securities of any kind or otherwise.

The Company may sell, assign, re-acquire and dispose of any and all of the Underlying Assets through any means (including by means of sale, assignment, exchange, conversion, contribution or through derivative or swap transactions).

The Company may not create security interests over its assets or transfer its assets for guarantee purposes, except to secure the obligations it has assumed for their securitisation or in favour of its investors or fiduciary-representative participating in the securitization.

The Company may enter into any agreement or instruments (including, without limitation, derivatives) and may issue, sign, approve or ratify any document and may do and allow all things and acts which are necessary to prepare, carry out and wind up or are incidental to or in the context of, a securitisation as described above.

The Company may assign, transfer or otherwise dispose of part or all of the Underlying Assets in such manner and for such compensation as the manager or any person appointed for such purpose shall approve at such time. The Company may use all or part of any income or return from any of the Underlying Assets (including resulting from the sale thereof) to acquire other or further Underlying Assets (directly or indirectly) and may re-invest any amounts received in any manner it deems fit.

**Art. 4.** The registered office of the Company is established in Luxembourg-City. Within the same municipality, the registered office of the Company may be transferred by resolution of the manager. Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by resolution of the manager.

**Art. 5.** The general partner of the Company is liable for all liabilities which cannot be paid out of the assets of the Company. The other shareholders (for the avoidance of doubt, not including the general partner), shall refrain from acting on behalf of the Company in any manner or capacity other than by exercising their rights as shareholders in general meetings and shall only be liable to the extent of their contributions to the Company.

## **B. Share capital - Shares**

**Art. 6.** The subscribed capital is set at three hundred thousand Euro (EUR 300,000.-) consisting of one manager's share having a par value of one hundred fifty thousand Euro (EUR 150,000) (the "S Share") and of one B share having a par value of one hundred fifty thousand Euro (EUR 150,000). A shares having a par value of one hundred fifty thousand Euro (EUR 150,000) each (the "A Shares"), and B shares having a par value of one hundred fifty thousand Euro (EUR 150,000) each, (the "B Shares" together with the A Shares the "Ordinary Shares"), will be issued at a later stage in accordance with this present article and article 7 of these articles of incorporation.

The subscribed capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of incorporation. The Company may, to the extent and under terms permitted by law and these articles of incorporation, redeem its own shares.

**Art. 7.** The authorised capital, including the issued share capital, is fixed at two hundred fifty millions fifty-thousand Euro (EUR 250,050,000) consisting of one thousand six hundred sixty-seven (1,667) shares with a par value of one hundred fifty thousand Euro (EUR 150,000) per share. During the period of five years, from the date of incorporation of the Company, the manager is hereby authorised to issue Ordinary Shares and to grant options to subscribe for Ordinary Shares, to such persons and on such terms as it shall see fit and specifically to proceed to such issue of Ordinary Shares.

For the avoidance of doubts, the manager may not issue additional S Shares.

**Art. 8.** The shares of the Company are in registered form.

A shareholders' register will be kept at the registered office, where it will be available for inspection by any shareholder. This register will contain all the information required by article 39 of the law of 10 August 1915 governing commercial companies, as amended. Ownership of registered shares will be established by inscription in said register. Certificates of these recordings shall be issued and signed by the manager upon request of the relevant shareholder.

The Company will recognize only one holder per share; in case a share is held by more than one person, the persons claiming ownership of the share will have to appoint one sole proxy to represent the share in relation to the Company. The Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that share until one person has been designated as the sole owner in relation to the Company.

## **C. Commitments - Issuance of shares - Capital calls**

**Art. 9.** As from the date of incorporation of the Company until the Last Closing (the "Commitment Period"), the manager may issue all or part of the shares up to the total authorised capital (the total subscription by an investor being

referred to hereafter as "Commitment" and the total Commitment drawn down as "Capital Contribution") and may determine one or more closing and payment dates for investors the subscription of which shall have been accepted (the first such closing and payment date being referred to herein as the "First Closing"). The manager may accept subscriptions at one or more closings until a date not later than twenty-four months after the First Closing (the date of such last closing being referred to herein as the "Last Closing"). The manager may, with the consent of shareholders representing at least fifty percent (50%) of the share capital of the Company, extend the Commitment Period for six (6) months until a date not later than thirty months after the First Closing.

The manager is authorised to determine the respective stake of a subscription that needs to be paid up in accordance with this article 9.

**Art. 10.** The Ordinary Shares shall be issued on the First Closing at a price per share equal to their par value of one hundred fifty thousand Euro (EUR 150,000) (the "Par Value"). The Ordinary Shares issued after the First Closing until the Last Closing inclusive shall be issued at a price per share equal to the highest of the last calculated Equity Value per share and the Par Value.

**Art. 11.** Investors, the subscriptions of which have been accepted on the First Closing (referred to as the "Initial Investors") will be required to pay twenty-five percent (25%) of the Par Value per share for their subscriptions. The remainder of which may be called by the manager at anytime he sees fit during the Commitment Period when an investment opportunity arises (a "Capital Call"). However, the manager may not proceed to any Capital Call after the Last Closing.

Investors the subscriptions of which have been accepted after the First Closing until the Last Closing inclusive (referred to as the "New Investors"), will be required to pay, at the time their subscription is accepted, a minimum, which may be increased at the option of the manager, of twenty-five percent (25%) of the Par Value and a contribution to the share premium account of the Company (which will be in addition to their Commitment) if the manager of the Company determines that the Equity Value of the Company has increased.

**Art. 12.** The subscription price for each Ordinary Shares determined as provided above, is payable on the draw down date determined by the manager and notified by the manager to subscribers upon fifteen (15) business days (for the purpose hereof business days shall mean a day on which banks are generally opened in Luxembourg) prior written notice. Draw downs shall be paid by subscribers on a prorata basis with respect to their Commitments. In case of default by any subscriber of the payment due on any draw down date, the relevant subscription will be subject to interest (referred to as the "Default Interest") without further notice at an interest rate equal to the offered rate for six months Euro inter-bank deposits in the London interbank market, as published at 11.00 a.m. (London time) on the relevant draw down date by Reuters plus seven percent (7%) until the date of full payment. The Default Interest shall be calculated on the basis of the actual number of days elapsed between the relevant draw down date inclusive and the relevant payment date exclusive.

If within fifteen (15) business days following a formal notice served by the manager, the defaulting subscriber has not paid the full subscription price due inclusive the Default Interest, all the shares registered in the name of the defaulting subscriber will automatically become default shares. Such default shares will have their voting rights suspended and will only have the right to a total distribution (if and when made) equal to the issue price paid on such shares minus any write-downs in the value of portfolio investments of the Company for such time as they remain default shares of the relevant subscriber. Such default shares shall nonetheless contribute to any loss suffered by the Company.

If the default is cured, that is if the defaulting subscriber pays both the capital and interest due, within fifteen (15) business days following notification of the default by the manager, the defaulting subscriber shall recover its rights to any distributions made subsequent to the date of the effective cure. However, the defaulting subscriber shall not be entitled to request the payment of any amount above the issue price paid by it and distributed during the period between the Capital Call date and the date of effective cure.

If the default continues beyond this fifteen (15) business days period the manager may, at its option, sell the defaulting shares:

- first, within five (5) business days to an acquirer presented by the defaulting subscriber;
- second, to a current shareholder of the Company through an internal auction process organised in any manner and at any conditions it may in its entire discretion deem to be most appropriate; or
- last, to a third party on arm's length conditions and shall, on a reasonable effort's basis only, endeavour to obtain the highest possible price for the default shares in any manner and at any conditions it may in its entire discretion deem to be most appropriate and shall in no circumstances be accountable or liable towards the defaulting shareholder in respect thereof.

The defaulting subscriber is thereupon struck from the shareholders register and the manager registers the transfer of the defaulting shares in favor of the purchaser.

Each time the manager shall elect to render effective in all or in part the increase of capital as authorised by the foregoing provisions, article six of the articles of incorporation shall be amended so as to reflect the result of such action and the manager shall take or authorise any necessary step for the purpose of obtaining execution and publication of such amendment in accordance with law.



## D. Equity value

**Art. 13.** The equity value of the Company shall be its net asset value calculated in accordance with this Article 13 (the "Equity Value"). The Equity Value of the Company and of each class of shares shall be determined as often as the manager may think useful, but in no instance less than once in any quarter (every such day for determination of the Equity Value being referred to herein as a "Valuation Date").

The Company will compute the Equity Value of the Company as follows: The value of the assets on a given Valuation Date adjusted with the liabilities on that Valuation Date represents the total Equity Value attributable on that Valuation Date. The Equity Value per share on a Valuation Date equals the total Equity Value of the Company on that Valuation Date divided by the total number of shares then outstanding on that Valuation Date.

The Company may suspend the determination of the Equity Value during:

a) any period when any of the principal stock exchanges or markets, on which any substantial portion of the Underlying Assets of the Company are quoted or dealt in, is closed otherwise than for ordinary holidays, or during which dealings therein are restricted or suspended;

b) the existence of any state of affairs which constitutes an emergency as a result of which disposals or accurate valuation of a substantial portion of the Underlying Assets of the Company would be impracticable;

c) any breakdown occurs in the means of information or calculation normally employed in determining the price or value of any of the Underlying Assets or current stock exchange or market price.

The Equity Value of the Company and the Equity Value per share shall be expressed in Euro.

A. The assets of the Company shall be deemed to include:

a) the Underlying Assets;

b) all cash on hand or on deposit, including any interest accrued thereon, all bills and demand notes and accounts receivable (including proceeds of securities sold but not delivered);

c) all bonds, time notes, shares, stocks, debenture stocks, subscription rights, warrants, options and other investments and securities owned or contracted for by, and loans extended by, the Company;

d) all stock, stock dividends, cash dividends and cash distributions receivable by the Company (provided that the Company may make adjustments with regard to fluctuations in the market value of securities caused by trading ex-dividends, ex-rights, or by similar practices);

e) all interest accrued on any interest-bearing securities owned by or loans extended by the Company except to the extent that the same is included or reflected in the principal amount of such security or loan;

f) the preliminary expenses of the Company insofar as the same have not been written off, provided that such preliminary expenses may be written off directly from the capital premium reserve of the Company; and

g) all other assets of every kind and nature, including prepaid expenses (excluding, however, the subscriptions on a term basis not yet drawn down or drawn down but not paid).

The value of such assets shall be determined as follows:

(1) the value of any cash on hand or on deposit, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid, and not yet received shall be deemed to be the full amount thereof, unless it is unlikely to be received in which case the value thereof shall be arrived at after making such discount as the manager may consider appropriate in such case to reflect the true value thereof;

(2) any transferable security including listed hedge funds and any money market instrument negotiated or listed on a stock exchange will be valued on the basis of the last known price, unless this price is not representative.

(3) investments in non listed hedge funds will be valued according to the following principles:

- OTC quoted hedge funds will be valued on the basis of the average of the bid price and the ask price as provided by a broker or any service provider of good repute on the relevant market; or

- in case of request for redemption there shall be a linear convergence between the acquisition price as at the date of acquisition and the net asset value published by the asset manager by taking into account said net asset value as of the contemplated redemption date; or

- in case of impossibility of redemption, or in the absence of request for redemption, there shall be a linear convergence between the acquisition price as at the date of acquisition and the last available net asset value published by the asset manager by taking into account said net asset value as of the contemplated termination date of the Company (i.e. 31 December 2014); or

- at the discretion of the manager with justification thereof.

(4) the value of any other assets of the Company will be determined on the basis of the acquisition price thereof including all costs, fees and expenses connected with such acquisition or, if such acquisition price is not representative, on the reasonably foreseeable sales price thereof determined prudently and in good faith.

B. The liabilities shall be deemed to include:

a) all loans, bills and accounts payable;

b) all accrued or payable administrative expenses (including but not limited to management and advisory fees);



c) all known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payments of money or property, including the amount of any unpaid dividends declared by the Company where the Valuation Date falls on the record date for determination of the person entitled thereto or is subsequent thereto;

d) an appropriate provision for future taxes based on capital and income to the Valuation Date, as determined from time to time by the Company, and other reserves if any authorised and approved by the manager and

e) all other liabilities of the Company of whatsoever kind and nature except liabilities represented by shares in the Company. In determining the amount of such liabilities the Company shall take into account all expenses to be borne by the Company (and for which the manager is not responsible as provided in these articles) which shall comprise formation expenses, fees payable to the manager, accountants, custodian, domiciliary, registrar and transfer agents, any paying agent and permanent representatives in place of registration, any other agent employed by the Company (including the expenses payable to an Advisory Committee), fees for legal and auditing services, fees and expenses of legal advisors, auditors, accountants and other professionals retained by the manager in connection with the Company, marketing, promotional, underwriting, printing, reporting (whether to the shareholders or to the regulatory authorities) and publishing expenses, including the cost of advertising or preparing and printing of prospectuses, explanatory memoranda or registration statements, taxes or governmental charges, cost and expenses incurred in connection with the quotation of the shares of the Company at any stock exchange or regulated market, cost of shareholders' meetings (including the reimbursement of out-of-pocket expenses incurred by the representatives of the manager in connection with such meetings) and all other operating expenses, including the out-of-pocket expenses of the Company relating to investments to which a commitment is made, including legal, audit, finders' fees and commissions and other professional fees, all expenses incurred with respect to the acquisition, holding, sale or proposed sale of any of the Company's investments including any transfer taxes and registration costs and other taxes, fees or other governmental charges levied against the Company in connection therewith and all litigation - related and indemnification expenses related to the investment business of the Company as well as, the cost of interest, bank charges and brokerage, postage, telephone and telex. The Company may calculate administrative and other expenses of a regular or recurring nature on an estimated figure for yearly or other periods in advance, and may accrue the same in equal proportions over any such period.

C. For the purpose of this Article:

a) shares of the Company to be redeemed shall be treated as existing and taken into account until immediately after the close of business on the Valuation Date referred to in this Article, and from such time and until paid the price therefore shall be deemed to be a liability of the Company;

b) all investments, cash balances and other assets of the Company not expressed in Euro shall be valued after taking into account the market rate or rates of exchange in force at the date and time for determination of the asset value of shares and

c) effect shall be given on any Valuation Date to any purchases or sales of securities contracted for by the Company on such Valuation Date, to the extent practicable.

### E. General meetings of shareholders

**Art. 14.** Any regularly constituted meeting of shareholders of the Company shall represent the entire body of shareholders of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company under the reservation that, unless otherwise provided under these Articles, all resolutions (including its own removal) shall be validly adopted only if approved by the manager, except for resolutions regarding the appointment and removal of members of the Supervisory Board.

The general meeting is convened by the manager or the Supervisory Board.

It must be convened following the request of shareholders representing at least ten percent (10%) of the Company's share capital. Shareholders representing at least ten percent (10%) of the Company's share capital may request the adjunction of one or several items to the agenda of any general meeting of shareholders. Such request must be addressed to the Company's registered office by registered mail at least five (5) business days before the date of the meeting.

**Art. 15.** The annual general meeting of shareholders shall be held in Luxembourg at the registered office of the Company, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting, on fifteen (15) May at 11 a.m.. If such day is a legal holiday, the annual general meeting shall be held on the next following business day. Other meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

The quorum and time-limits provided by law shall govern the convening notices and the conduct of the meetings of shareholders of the Company, unless otherwise provided herein.

Shareholders taking part in a meeting through video-conference or through other means of communication allowing their identification are deemed to be present for the computation of the quorums and votes. The means of communication used must allow all the persons taking part in the meeting to hear one another on a continuous basis and must allow an effective participation of all such persons in the meeting.

Each share is entitled to one vote. A shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing another person as his proxy in writing, by facsimile or by any other means of communication, a copy being sufficient.

Each shareholder may vote through voting forms sent by post or facsimile to the Company's registered office or to the address specified in the convening notice. The shareholders may only use voting forms provided by the Company and which contain at least the place, date and time of the meeting, the agenda of the meeting, the proposal submitted to the decision of the meeting, as well as for each proposal three boxes allowing the shareholder to vote in favour of, against, or abstain from voting on each proposed resolution by ticking the appropriate box.

Voting forms which show neither a vote in favour, nor against the proposed resolution, nor an abstention, are void. The Company will only take into account voting forms received prior to the general meeting which they relate to.

Resolutions at a meeting of shareholders duly convened will be passed with a simple majority of the votes validly cast, unless the item to be resolved upon relates to an amendment of the articles of incorporation, in which case the resolution will be passed with a majority of the two thirds of the votes validly cast, a majority of the votes of the Ordinary Shares and the S share.

The manager may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders for them to take part in any meeting of shareholders.

If all the shareholders are present or represented at a meeting of shareholders and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice or publication.

#### F. Management

**Art. 16.** The Company shall be managed by Furstenberg S.à r.l. in its capacity as general partner (associé commandité) and manager of the Company. The other shareholders shall neither participate in nor interfere with the management of the Company.

**Art. 17.** The manager is vested with the broadest powers to perform all acts necessary or useful for accomplishing the Company's object. All powers not expressly reserved by law or by these articles of incorporation to the general meeting of shareholders or to the Supervisory Board fall within the powers of the manager.

**Art. 18.** The Company is validly bound vis-à-vis third parties by the sole signature of any duly appointed representative of the manager, or by the signature(s) of any other person(s) to whom authority has been delegated by the manager for specific transactions.

**Art. 19.** In the event of legal incapacity, liquidation, or other permanent situation preventing the manager from acting as manager of the Company, the Company shall not immediately be dissolved and liquidated, provided the supervisory board appoints an administrator, who need not be a shareholder, in order that he effect urgent management acts, until a general meeting of shareholders is held, which such administrator shall convene within fifteen days of his appointment. At such general meeting, the shareholders may appoint a successor manager, in accordance with the quorum and majority requirements for amendment of these Articles. Failing such appointment, the Company shall be dissolved and liquidated. The appointment of a successor manager shall be subject to the approval of the manager.

#### G. Supervisory board - Auditors

**Art. 20.** The business of the Company and its financial situation, including more in particular its books and accounts, shall be supervised by a supervisory board composed of not less than three members, who need not be shareholders.

**Art. 21.** The members of the supervisory board shall be elected by the general meeting of shareholders for a period of three (3) years. The members of the supervisory board are re-eligible for election and may be removed at any time, with or without cause, by a resolution adopted by the general meeting of shareholders.

**Art. 22.** In the event of the total number of members of the supervisory board falling below three or below one half of the number of members determined by the general meeting of shareholders, the manager shall forthwith convene a shareholders' meeting in order to fill such vacancies. If one or more members of the supervisory board are temporarily prevented from attending meetings of the said board, the remaining members may appoint a person chosen from within the shareholders to provisionally replace them until they are able to resume their functions. The remuneration of the members of the supervisory board shall be set by the general meeting of shareholders.

**Art. 23.** The supervisory board shall meet at the place in Luxembourg as indicated in the notice of meeting. The supervisory board will choose from among its members a chairman. It will also choose a secretary, who need not be a member of the supervisory board, who will be responsible for keeping the minutes of the meetings of the supervisory board.

The supervisory board shall be convened by its chairman or by the manager. A meeting of the board must be convened if any of its members so requests.

The chairman of the supervisory board will preside at all meetings of such board, but in his absence the supervisory board will appoint another member of the supervisory board as chairman pro tempore by vote of the majority present at such meeting.

Written notice of any meeting of the supervisory board shall be given by letter, by telefax or by electronic mail (without electronic signature) to all its members at least (8) eight days prior to the date set for such meeting, except in the case of emergency, in which case the nature of such emergency shall be detailed in the notice of the meeting. The notice will

indicate the place of the meeting and it will contain the agenda thereof. The notice may be waived by the consent in writing, by facsimile or by any other means of communication, a copy being sufficient. Special notices shall not be required for meetings held at times and places fixed in a calendar previously adopted by the supervisory board.

Any member of the supervisory board may act at any meeting of the supervisory board by appointing another member as his proxy in writing, by facsimile or by any other means of communication, a copy being sufficient. A member may represent several of his colleagues.

The supervisory board can deliberate or act validly only if at least the majority of its members are present or represented. Resolutions are taken by a majority of the votes of the members present or represented at such meeting.

Resolutions of the supervisory board are to be recorded in minutes and signed by the chairman of the meeting. Any proxies will remain attached thereto. Copies or extracts of such minutes to be produced in judicial proceedings or elsewhere shall be validly signed by the chairman of the meeting or any two members.

The supervisory board may, unanimously, pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by facsimile or by any other means of communication, a copy being sufficient. The entirety will form the minutes giving evidence of the passing of the resolution.

Any member of the supervisory board may participate in any meeting of the supervisory board by means of a conference call or by any similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

The member(s) do not assume, by reason of his/their position, any personal liability in relation to commitments regularly made by them in the name of the Company. They are authorized agents only and are therefore merely responsible for the execution of their mandate.

The Company shall indemnify any member of the supervisory board and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit, or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a member of the supervisory board of the Company. He shall not be entitled to be indemnified in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for negligence or misconduct. In the event of settlement, indemnification shall only be provided in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by its counsel that the person to be indemnified did not commit a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

The Company shall pay the expenses incurred by any person indemnifiable hereunder in connection with any proceeding in advance of the final disposition, so long as the Company receives a written and legally binding undertaking by such person to repay the full amount advanced if there is a final determination that such person is not entitled to indemnification. The termination of any action, suit or proceeding by judgment, order, settlement, conviction, or a plea of nolo contendere or its equivalent, shall not of itself, create a presumption that the indemnifiable person did not satisfy the standard of conduct entitling him or her to indemnification hereunder. The Company shall make a cash payment to such indemnifiable person equal to the full amount incurred by such person and to be indemnified promptly upon notification of an obligation to indemnify from the indemnifiable person supported by such information as the Company shall reasonably require.

**Art. 24.** The accounting data related in the annual report of the Company shall be examined by an independent auditor (réviseur d'entreprises) appointed by the manager and remunerated by the Company.

The independent auditor shall fulfil all duties prescribed by the Companies Law and the Securitisation Law.

#### **H. Accounting year - Profits - Distributions**

**Art. 25.** The accounting year of the Company shall begin on January first of each year and shall terminate on December thirty-first of the same year.

**Art. 26.** From the annual net profits of the Company, five percent (5%) shall be allocated to the legal reserve. This allocation shall cease to be mandatory as soon and as long as such reserve amounts to ten percent (10%) of the subscribed capital of the Company, as stated in article 6 hereof or as increased or reduced from time to time as provided in article 6 hereof.

In consideration of the commitments borne by the Company in accordance with the Securitisation Law and these Articles, the Company undertakes to distribute the remainder of the annual net profits to the shareholders at the earliest on 31 December 2012 and at the latest on 31 December 2013, then on an annual basis as the case may be.

Neither distributions by way of dividends nor by any other means shall be performed prior to 31 December 2012.

Interim dividends may be distributed by the manager by observing the terms and conditions provided for by law.

**Art. 27.** For the purpose of this Article 27:

- Distributable Profits shall mean the profits available for distribution by the Company to its shareholders on the Distribution Date and in accordance with Article 26 above.

- Distribution Date shall mean the date of the relevant distribution.

- Holding Percentage shall mean the percentage of the entire issued share capital of the Company held by a shareholder of the Company.

- Total Contribution shall mean, in respect of a shareholder of the Company, all cumulative amounts effectively paid by such shareholder to the share capital account and, if applicable, share premium account of the Company as from the date of their payment.

- Total Distributions shall mean the cumulative amount of all distributions effectively made by the Company, whether through dividend distributions, share redemptions or by any other means, to a shareholder of the Company as from the date of their distribution up to the Distribution Date and not including the Distributable Profits of the Distribution Date.

Any distributions made by the Company, whether in the ordinary course of business or at the liquidation of the Company, shall be made to its shareholders in such amounts, at such times and in such manner as determined by the manager from time to time and in accordance with the following rules and in the following order:

Out of the Distributable Profits,

(i) first, Total Contribution in relation to the Ordinary Shares compounded at ten percent (10%) on an annual basis shall be distributed to the holders of such Ordinary Shares prorata the number of Ordinary Shares held by them up to an amount representing the Total Distributions paid to them until the Distribution Date, compounded at ten percent (10%) on an annual basis,

(ii) second,

(a) Total Contribution in relation to the Ordinary Shares compounded at twelve point five percent (12.5%) on an annual basis shall be distributed to the holders of B Shares prorata their Holding Percentage up to an amount representing the Total Distribution in relation to the Ordinary Shares compounded at twelve point five percent (12.5%) on an annual basis;

(b) after deduction of the amounts due under (a) above, the remainder of the amount representing the Total Distribution in relation to the Ordinary Shares compounded at twelve point five percent (12,5%) per year on an annual basis shall be distributed to the holders of S Shares prorata the number of shares held by them,

(a) and (b) being together referred to as the "Catchback Return",

(iii) third, an amount equal to their Holding Percentage applied to the remaining Distributable Profits shall be distributed to the holders of B Shares prorata the number of shares held by them,

(iv) fourth, the remaining Distributable Profits shall be split as follows:

- eighty percent (80%) to the holders of A Shares prorata the number of shares held by them; and

- twenty percent (20%) to the holder of S Shares prorata the number of shares held by them.

### I. Liquidation

**Art. 28.** In the event of dissolution of the Company, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators, who may be physical persons or legal entities, appointed by the meeting of shareholders deciding such dissolution and which shall determine their powers and their compensation.

The net proceeds of liquidation shall be distributed to the holders of Ordinary Shares, S Shares and any other class of shares pursuant to the rules set forth by the Companies Law and by Article 27 of the articles of incorporation.

The net proceeds may be either distributed in cash or in kind.

### J. Amendment of the articles of incorporation

**Art. 29.** Subject to the approval of the manager, these articles of incorporation may be amended from time to time by the general meeting of shareholders under the quorum and majority requirements provided for in the Companies Law.

### K. Final clause - Applicable law

**Art. 30.** All matters not governed by these articles of incorporation shall be determined in accordance with the Companies Law and the Securitization Law, as amended.

#### *Transitional provisions*

1) The first accounting year shall begin on the date of the formation of the Company and shall terminate on 31 December 2010.

2) The first annual general meeting of shareholders shall be held in 2011.

#### *Subscription and Payment*

The subscribers have subscribed the shares to be issued as follows:

The one (1) S Share having a par value of one hundred fifty thousand Euro (EUR 150,000) is subscribed by Furstenberg S.à r.l. pre-named, for a subscription price of one hundred fifty thousand Euro (EUR 150,000.-). Out of the one hundred fifty thousand Euro (EUR 150,000.-) of the subscription price, Furstenberg S.à r.l. pre-named paid thirty-seven thousand

five hundred Euro (EUR 37,500.-) for the subscription of the one (1) S Share, so that the total price paid in amounts to thirty-seven thousand five hundred Euro (EUR 37,500.-) for the one (1) S Share.

The one (1) B share having a par value of one hundred fifty thousand Euro (EUR 150,000) is subscribed by Furstenberg Finance pre-named, for a subscription price of one hundred fifty thousand Euro (EUR 150,000.-). Out of the one hundred fifty thousand Euro (EUR 150,000.-) of the subscription price, Furstenberg Finance pre-named paid thirty-seven thousand five hundred Euro (EUR 37,500.-) for the subscription of the one (1) B share, so that the total price paid in amounts to thirty-seven thousand five hundred Euro (EUR 37,500.-) for the one (1) B share.

The S Share and the B share have been paid-in to an amount of thirty-seven thousand five hundred Euro (EUR 37,500.-) each, i.e. twenty-five per cent (25%) of the subscription price, so that the amount of seventy-five thousand Euro (EUR 75,000.-) is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

#### *Declaration*

The notary drawing up the present deed declares that the conditions set forth in Articles 26, 26-3 and 26-5 of the Law of August 10, 1915 on Commercial Companies, as amended, have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfilment.

#### *Expenses*

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately EUR 2,500.-.

#### *General meeting of shareholders*

The above named persons, representing the entire subscribed capital and considering themselves as fully convened, have immediately proceeded to an extraordinary general meeting. Having first verified that it was regularly constituted, they have passed the following resolutions by unanimous vote.

1. The number of managers is fixed at one and the number of members of the supervisory board at three.
2. Furstenberg S.à r.l., aforementioned, is appointed sole manager of the Company with immediate effect.
3. The following persons are appointed members of the supervisory board of the Company:
  - (a) Olivier Differdange, expert comptable, born on 12 January 1973 at Arlon, professionally residing at 1, route de Steinfort, L-8371 Hobscheid, Luxembourg;
  - (b) Detlef Xhonneux, conseiller fiscal, born on 27 February 1967 at Eupen, professionally residing at 1, route de Steinfort, L-8371 Hobscheid, Luxembourg; and
  - (c) Yves Mertz, réviseur d'Entreprises, born on 19 September 1957 at Arlon, professionally residing at 15, rue des Carrefours, L-8124 Bridel, Luxembourg.
4. The address of the Company is set at 5, avenue Gaston Diderich, L-1420, Luxembourg]
5. The term of office of the members of the supervisory board shall end at the general meeting called to approve the accounts of the accounting year 2010 or at any time prior to such time as the general meeting of shareholders may determine.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing persons, the said persons appearing signed together with the notary, the present original deed.

#### **Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille neuf, le dix-neuf novembre.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg,

A comparu:

Furstenberg S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand Duché du Luxembourg, ayant son siège social à 5, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg en cours,

dûment représentée par Madame Patricia Sondhi, avocat, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée à Londres, Royaume-Uni le 16 novembre 2009.

et

Furstenberg Finance, une Société par Actions Simplifiée, régie par les lois France, ayant son siège social à 8, rue Vernier 75017 Paris, France, inscrite au registre de commerce et des sociétés local de Paris sous le numéro D 509 674 479,

dûment représentée par Madame Patricia Sondhi, avocat, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée à Paris, France le 16 novembre 2009.



Les procurations signées "ne varietur" par le mandataire et par le notaire soussigné resteront annexées au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Les parties comparantes, agissant en leur qualité susmentionnée, ont établi les statuts suivants d'une société en commandité par actions, qu'elles déclarent constituée comme suit:

### A. Nom - Durée - Objet - Siège social

**Art. 1<sup>er</sup>.** Il est formé entre les souscripteurs et tous ceux qui pourraient devenir actionnaires par la suite une société en commandité par actions sous la dénomination de "Furstenberg Capital S.C.A." (la "Société") qui aura le statuts d'une société de titrisation conformément à la loi du 22 mars 2004 concernant la titrisation (la "Loi sur la Titrisation") et qui sera régie par la Loi sur la Titrisation, la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la "Loi sur les Sociétés") ainsi que par les présents statuts.

**Art. 2.** La Société est établie pour une durée limitée jusqu'au 31 décembre 2014, mais l'assemblée générale des actionnaires ayant lieu avant le 31 décembre 2014 décidera de la continuation de la Société pour une durée limitée ou illimitée.

**Art. 3.** L'objet social de la Société est l'exécution d'une ou de plusieurs transaction(s) de titrisation conformément à la Loi sur la Titrisation, par l'acquisition de participations dans des fonds spéculatifs (hedge funds), soit cotées en bourse soit cotées sur un marché secondaire, et des sociétés cotées à un prix inférieur à leur valeur nette d'actifs publiée. La Société peut, pour la gestion de ses comptes de caisse, investir dans des titres ou instruments de courte durée et haute qualité de crédit à revenu fixe couvrant des devises étrangères telles que, mais pas limité aux échanges financiers et opérations à terme.

La Société peut en outre, dans les limites de 15% de son capital social (la "Poche Indépendante") exécuter des transactions de titrisation par l'acquisition, la détention et/ou l'appropriation, directe ou par toute forme d'engagement, de risques relatifs à des créances, toutes autres sortes d'actifs (y compris sans être limité à toutes sortes de titres, prêts, créances, unités, garanties ou autres actifs) ou toute autre sorte d'obligations assumées par des tiers.

Les investissements ci-dessus seront collectivement désignés comme les "Actifs Sous-jacents".

Dans le contexte de titrisations et les limites de sa Poche Indépendante, la Société peut (i) acquérir, détenir et céder sous quelque forme que ce soit et par tout moyen, directement ou indirectement, des participations, des droits, intérêts et engagements dans des sociétés luxembourgeoises et/ou étrangères ou d'autres entités actives dans un secteur quelconque (y compris des biens immeubles); (ii) acquérir ou assumer des risques en accordant des prêts, des garanties, des titres et autre financement à des entités luxembourgeoises et/ou étrangères; (iii) acquérir par achat, souscription ou d'une toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange ou d'une toute autre manière de titres, d'obligations, de créances, billets, d'unités et autres valeurs ou instruments financiers de toutes espèces et des contrats concernant un ou plusieurs instruments y afférents; et (iv) toujours dans le cadre de la titrisation de tels risques, la Société pourra fournir tout assistance financière aux entités faisant partie de ces investissements en octroyant sans réserve des garanties ou titres ou prêts sous quelque forme que ce soit ou en subordonnant ses droits ou prendre des engagements ou prendre tout engagement ou conclure tout autre contrat; (v) acquérir, détenir et gérer son portefeuille (composé notamment d'actifs tels que ceux repris sous (i), (ii) et (iii) de ce paragraphe). La Société pourra également acquérir, détenir et céder des participations dans des sociétés de personnes, trusts, fonds et d'autres entités.

La Société peut également dans les limites de la Loi sur la Titrisation emprunter ou lever des fonds sous la forme de prêts ou autre à d'autres entités en vue de financer partiellement l'acquisition, la détention et/ou la prise en charge d'actifs sous-jacents et/ou pour respecter tout paiement, toutes distributions ou autre engagement qu'elle pourrait avoir, concernant les titres de la Société ou en vertu de tout contrat conclu dans le cadre d'une titrisation. La Société peut procéder à une distribution de toutes sortes et procéder à des rachats d'actions afin de fournir un retour sur investissement à des actionnaires. La Société peut de manière directe ou indirecte financer de telles distributions ou rachats de quelque manière que ce soit, y compris par le biais de la prise d'emprunt, la fourniture de sûretés dans le cadre de tout financement de la Société ou de tous les Actifs Sous-jacents, l'émission de titres de toutes sortes ou autrement.

La Société peut vendre, céder, réacquérir et aliéner tous les Actifs Sous-jacents par tous moyens (y compris par des moyens de vente, de cession, d'échange, de conversion, d'apport ou par des opérations sur contrats dérivés ou d'échange).

La Société ne peut pas accorder des sûretés sur ces biens ou transférer ses biens pour des raisons de garantie, sauf pour garantir les obligations qu'elle a assumées pour leur titrisation ou en faveur de ses investisseurs ou représentants-fiduciaires participant à la titrisation.

La Société peut conclure tout contrat ou instrument (y compris, sans limitation, des contrats dérivés) et peut émettre, signer, approuver ou ratifier tout document et peut faire et autoriser toutes choses et tous les actes qu'il est nécessaire de préparer, d'exécuter et de dissoudre ou qui sont accessoires à ou en relation avec une titrisation telle que décrite ci-dessus.

La Société peut céder, transférer ou disposer d'une partie ou de la totalité des Actifs Sous-jacents d'une manière et pour un prix, comme le gérant ou toute autre personne nommée à cette fin l'aura convenu à ce moment. La Société peut employer la totalité ou une partie de tout revenu ou rendement provenant de tout Actif Sous-jacent (y compris le produit



de la vente qui en résulte) en vue d'acquérir d'autres Actifs Sous-jacents ou des Actifs Sous-jacents additionnels (directement ou indirectement) et peut réinvestir toute somme perçue de la manière qu'elle juge appropriée.

**Art. 4.** Le siège social de la Société est établi dans la ville de Luxembourg. Le siège social pourra être transféré au sein de la même commune par une décision du gérant. Des filiales ou autres bureaux peuvent être établis au Luxembourg ou à l'étranger sur décision du gérant.

**Art. 5.** L'associé commandité de la Société est responsable de l'ensemble des dettes qui ne peuvent pas être réglées par les actifs de la Société. Les autres actionnaires (pour éviter toute confusion, hormis l'associé commandité), s'abstiendront d'agir au nom de la Société de quelque manière que ce soit ou dans toute capacité que ce soit autre qu'en exerçant leurs droits en tant qu'actionnaires lors des assemblées générales et ne seront responsables que jusqu'à hauteur de leurs apports à la Société.

## B. Capital social - Actions

**Art. 6.** La Société dispose d'un capital souscrit de trois cent mille euros (EUR 300.000,-) constitué d'une action de commandité ayant une valeur nominale de cent cinquante mille euros (EUR 150.000,-) ("Action S") et d'une action de classe B d'une valeur nominale de cent cinquante mille euros (EUR 150.000,-). Les actions de classe A d'une valeur nominale de cent cinquante mille euros (EUR 150.000,-) chacune (les "Actions de Classe A"), et des actions de classe B d'une valeur nominale de cent cinquante mille euros (EUR 150.000,-) chacune (les "Actions de Classe B", et avec les Actions de Classe A, les "Actions Ordinaires") seront émises à un moment ultérieur conformément à cet article et l'article 7 des présents statuts.

Le capital souscrit de la Société peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts. La Société peut, dans la mesure et selon les termes autorisés par la loi et les présents statuts, racheter ses propres actions.

**Art. 7.** Le capital autorisé, comprenant le capital souscrit, est fixé à deux cent cinquante millions cinquante mille euros (EUR 250.050.000,-) constitué de mille six cent soixante-sept (1.667) actions d'une valeur nominale de cent cinquante mille euros (EUR 150.000,-) par action. Pendant une durée de cinq ans à partir de la date de constitution de la Société, le gérant est autorisé par le présent document à émettre les actions et à accorder des options de souscription pour des Actions Ordinaires aux personnes et selon les dispositions qui lui semblent appropriées.

Pour éviter toute confusion, le gérant ne peut pas émettre des Actions S additionnelles.

**Art. 8.** Les actions de la Société sont des actions nominatives.

Un registre des actionnaires sera conservé au siège social de la Société, où il sera tenu à la disposition de chacun des actionnaires. Ce registre comportera l'ensemble des informations exigées par l'article 39 de la loi du 10 août 1915 régissant les sociétés commerciales, telle que modifiée. La propriété des actions nominatives sera établie par leur inscription dans ledit registre. Les certificats de ces enregistrements devront être émis et signés par le gérant sur demande de l'actionnaire concerné.

La Société ne reconnaîtra qu'un détenteur par action; si une action est détenue par plusieurs personnes, les personnes se prévalant de la propriété de cette action devront désigner un seul mandataire pour la représenter vis-à-vis de la Société. La Société dispose du droit de suspendre l'exercice d'un droit lié à cette action jusqu'à ce qu'une seule personne soit désignée en tant qu'unique propriétaire vis-à-vis de la Société.

## C. Engagements - Emission d'actions - Appel de fonds

**Art. 9.** A partir de la date de la constitution de la Société jusqu'à la Dernière Clôture (la "Période d'Engagement"), le gérant peut émettre toutes ou une partie des actions jusqu'à hauteur du capital autorisé (la souscription totale par un investisseur est désignée comme "Engagement" et l'Engagement total appelé est désigné comme l'"Apport au Capital") et peut déterminer une ou plusieurs dates limites et de paiement qui sont désignées ci-après comme "Première Clôture". Le gérant peut accepter des souscriptions à une ou plusieurs dates limites jusqu'à au plus tard vingt-quatre mois après la Première Clôture (la date de cette dernière date limite est désignée ci-après comme la "Dernière Clôture"). Le gérant peut, avec l'accord des actionnaires représentant au moins cinquante pourcent (50%) du capital social de la Société, prolonger la Période d'Engagement de six (6) mois jusqu'à au plus tard trente mois après la Première Clôture.

Le gérant est autorisé à déterminer la partie respective d'une souscription qui doit être libérée conformément à cet article 9.

**Art. 10.** Les Actions Ordinaires seront émises à la Première Clôture à un prix par action égal à leurs valeurs nominale de cent cinquante mille euros (EUR 150.000,-) (la "Valeur Nominale"). Les Actions Ordinaires émises après cette Première Clôture jusqu'à la Dernière Clôture seront émises à un prix par action égal au montant plus élevé de la plus récente Valeur Nette d'Actifs et la Valeur Nominale.

**Art. 11.** Les investisseurs dont les souscriptions ont été acceptées à la Première Clôture (ci-après désignés comme les "Investisseurs Initiaux") seront demandés de payer vingt-cinq pourcent (25%) de la Valeur Nominale par action pour leurs souscriptions. Le gérant peut demander à tout moment qu'il juge approprié pendant la Période d'Engagement

lorsqu'un investissement se présente que le solde du prix de souscription soit payé (un "Appel de Fonds"). Cependant le gérant ne peut pas procéder à un Appel de Fonds après la Dernière Clôture.

Les investisseurs dont les souscriptions ont été acceptées après la Première Clôture jusqu'à la Dernière Clôture (ci-après désignés comme les "Nouveaux Investisseurs") seront demandés de payer, au moment où leur souscription est acceptée, un montant minimum (qui peut être augmenté si le gérant le choisit) de vingt-cinq pourcent (25%) de la Valeur Nominale et un apport à la prime d'émission de la Société (qui sera fait en plus de leur Engagement) si le gérant de la Société décide que la Valeur Nette d'Actifs de la Société a augmenté.

**Art. 12.** Le prix de souscription de chaque Action Ordinaire déterminé de la manière décrite ci-dessus, est payable à la date d'appel des fonds déterminée par le gérant et notifiée par le gérant aux souscripteurs par une notification écrite envoyée quinze (15) jours ouvrables avant cette date d'appel de fonds (pour les besoins du présent article, jour ouvrable désigne un jour lors duquel les banques au Luxembourg sont généralement ouvertes). Les tirages seront payés par les souscripteurs au pro rata par rapport à leurs Engagements. En cas de défaut de paiement par un souscription à une date d'appel de fonds, la souscription concernée sera soumise à un intérêt (ci-après désigné comme l'"Intérêt de Défaut") sans notification spécifique et à un taux d'intérêt égal au taux offert pour les dépôts interbancaires en euros de six mois au marché interbancaire de Londres, tel que publié à 11.00 heures (heure de Londres) à la date d'appel de fonds respective par Reuters plus sept pour cent (7%) jusqu'à la date de paiement entier. L'Intérêt de Défaut sera calculé sur base du nombre effectif des jours passés entre la date d'appel de fonds respective (y compris ce jour) et la date de paiement qui ne sera pas comprise dans le calcul.

Si dans les quinze (15) jours ouvrables suivant la notification formelle par le gérant, l'actionnaire défaillant n'a pas payé le prix de souscription entier payable y compris l'Intérêt de Défaut, toutes les actions inscrites au nom de l'actionnaire défaillant deviendront automatiquement des actions défaillantes. Les droits de vote de ces actions défaillantes seront suspendus et les actions défaillantes n'auront droit qu'à une distribution totale (si et quand une distribution sera faite) égale au prix d'émission payé pour ces actions moins toutes dépréciations de la valeur du portefeuille d'investissement de la Société pour la période pendant laquelle les actions sont des actions défaillantes du souscripteur respectif. Ces actions défaillantes participeront néanmoins à toutes pertes faites par la Société.

Si le défaut est réparé, ce qui se passe quand l'actionnaire paie le capital et l'intérêt payable, dans les quinze (15) jours ouvrables suivant la notification de défaut par le gérant, le souscripteur défaillant récupère ses droits aux distributions faites après la date de la réparation effective. Cependant, le souscripteur défaillant n'aura pas droit à la demande de paiement de tout montant excédant le prix d'émission payé par lui et distribué dans la période entre la date d'Appel des Fonds et la date de la réparation effective.

Si le défaut continue après cette période de quinze (15) jours ouvrables le gérant peut, s'il le choisit, vendre les actions défaillantes:

- premièrement, dans les cinq (5) jours ouvrables à un acquéreur présenté par l'actionnaire défaillant;
- deuxièmement, à un actionnaire existant de la Société par un procès de vente aux enchères interne organisé de la manière et selon les conditions qu'il considère à sa seule discrétion appropriées; ou
- dernièrement, à une partie tierce selon les conditions du marché et fera un effort raisonnable pour obtenir le prix le plus élevé possible pour les actions défaillantes de la manière et selon les conditions qu'il considère à sa seule discrétion appropriées et ne sera en aucun cas responsable devant l'actionnaire défaillant par rapport à ce prix.

L'actionnaire défaillant est ensuite barré du registre des actionnaires et le gérant inscrit le transfert des actions défaillantes en faveur de l'acquéreur.

Chaque fois que le gérant choisit de rendre effectif en entier ou en partie l'augmentation de capital comme autorisé par les dispositions précédentes. L'article 6 des statuts sera modifié de sorte à refléter les résultats d'une telle action et le gérant prendra ou autorisera toutes mesures pour obtenir l'exécution et la publication de cette modification conformément à la loi.

#### **D. Valeur nette d'actifs**

**Art. 13.** La valeur nette d'actifs de la Société sera calculée conformément à cet article 13 (la "Valeur Nette d'Actifs"). La Valeur Nette d'Actifs de la Société et de chaque classe d'actions sera déterminée chaque fois que le Gérant l'estimera utile, mais en aucun cas moins d'une fois chaque trimestre (chaque jour auquel sera déterminée la Valeur Nette d'Actifs étant désigné comme une "Date d'Evaluation").

La Société calculera la Valeur Nette d'Actifs de la Société comme suit: La valeur des actifs à un Jour d'Evaluation donné ajustée avec les dettes à ce Jour d'Evaluation représente la Valeur Nette d'Actifs totale attribuable à ce Jour d'Evaluation. La Valeur Nette d'Actifs par action à un Jour d'Evaluation est égale à la Valeur Nette d'Actifs totale de ce Jour d'Evaluation divisé par le nombre total d'actions en émission à ce Jour d'Evaluation.

La Société pourra suspendre la détermination de la Valeur Nette d'Actifs pendant:

- a) toute période pendant laquelle une des principales bourses ou un des principaux marchés sur lequel toute portion substantielle des Actifs Sous-jacents de la Société est cotée ou négociée, est fermé(e) autrement que pour des vacances ordinaires, ou pendant laquelle les transactions à cette bourse ou sur ce marché sont limitées ou suspendues;

b) l'existence d'un état de fait qui constitue une urgence et qui a comme résultat que la disposition ou l'évaluation précise d'une portion substantielle des Actifs Sous-jacents de la Société serait impraticable;

c) tout arrêt des moyens d'information ou de calcul utilisés d'habitude pour déterminer le prix ou la valeur d'un Actif Sous-jacent ou le prix actuel sur un marché ou sur une bourse.

La Valeur Nette d'Actifs de la Société et la Valeur Nette par action seront exprimés en Euros.

A. Les actifs de la Société sont censés comprendre:

a) les Actifs Sous-jacents;

b) toutes les espèces en caisse ou en dépôt y compris les intérêts courus, tous les effets et bons à vue et les comptes exigibles, (y compris les résultats de la vente de valeurs mobilières dont le prix n'a pas encore été touché);

c) tous les titres, billets, parts, actions, obligations, droits d'option ou de souscription, warrants, options et autres investissements et valeurs détenues par la Société ou pour lesquelles la Société s'est engagée et les prêts accordés par la Société;

d) toutes actions, dividendes d'actions, dividendes en espèce et distributions en espèce à recevoir par la Société (sous réserve que la Société peut faire des ajustements compte tenu des fluctuations de la valeur marchande des valeurs mobilières occasionnées par des transactions ex-dividende, ex-droits ou par des pratiques analogues);

e) tous les intérêts courus produits par les valeurs mobilières portant intérêts qui sont la propriété de la Société et les prêts accordés par la Société sauf si ces intérêts sont compris dans le montant principal de ces valeurs ou prêts;

f) les dépenses préliminaires de la Société dans la mesure où elles n'ont pas été amorties à condition que ces dépenses préliminaires puissent être amorties directement à partir de la réserve de primes d'actions de la Société; et

g) tous les autres actifs de quelque nature et sorte qu'ils soient, y compris les dépenses payées d'avance (cependant à l'exclusion des souscriptions à terme qui n'ont pas encore été appelées ou qui ont été appelées mais qui n'ont pas été payées).

La valeur de ces actifs sera déterminée de la façon suivante:

(1) la valeur de toutes les espèces en caisse ou en dépôt, des effets et bons à vue et des comptes exigibles, des dépenses payées d'avance, des dividendes et intérêts annoncés ou venus à échéance non encore touchés, sera considérée comme étant le montant total de ces actifs, à moins qu'il s'avère improbable que cette valeur puisse être atteinte auquel cas cette valeur sera déterminée en retranchant un certain montant qui semblera approprié au gérant en vue de refléter la valeur réelle de ces actifs;

(2) toute valeur négociable, y compris des fonds d'investissement spéculatif, et tout instrument monétaire négocié ou coté sur une bourse sera évaluée sur la base du dernier prix connu à moins que ce prix ne soit pas représentatif;

(3) Les investissements dans des fonds d'investissement spéculatif non cotés seront évalués selon les principes suivants:

- Les sociétés non cotées seront évaluées sur la base de la moyenne du prix offert et du prix de vente telle que fourni par un courtier ou tout autre prestataire de services sérieux du marché en question; ou

- dans le cas d'une demande de rachat il y aura une convergence linéaire entre le prix d'acquisition à la date d'acquisition et la valeur nette d'actifs publiée par le gestionnaire d'actifs en prenant compte la valeur nette d'actifs à la date de rachat envisagée; ou

- dans le cas d'impossibilité de rachat, ou en l'absence d'une demande de rachat, il y aura une convergence linéaire entre le prix d'acquisition à la date d'acquisition et la dernière valeur nette d'actifs publiée par le gestionnaires des actifs en prenant compte de la valeur nette d'actifs à la date de fin de la Société, à savoir au 31 décembre 2014; ou

- à la discrétion du gérant avec justification.

(4) la valeur de tout autre actif de la Société sera déterminée sur base de son prix d'acquisition, y compris tous les coûts, charges et dépenses en relation avec cette acquisition ou, si ce prix d'acquisition n'est pas représentatif, sur base du prix de vente raisonnablement prévisible déterminé avec prudence et de bonne foi.

B. Les passifs de la Société sont censés comprendre:

a) tous les emprunts, effets échus et comptes exigibles,

b) tous les frais d'administration, échus ou dus (y compris mais sans être limité aux rémunérations des gestionnaires et des conseillers);

c) tous les engagements connus, actuels ou futurs, y compris toutes obligations contractuelles venues à échéance qui ont pour objet des paiements soit en espèces soit en biens, y compris le montant des dividendes déclarés par la Société mais non encore payés lorsque le Jour d'Evaluation coïncide avec ou suit la date à laquelle se fera la détermination des personnes qui y ont droit;

d) une provision appropriée pour des impôts futurs sur le capital et sur le revenu, courus jusqu'au Jour d'Evaluation telle que déterminée périodiquement par la Société et le cas échéant d'autres réserves autorisées ou approuvées par le gérant;

e) tous autres engagements de la Société de quelque nature et sorte que ce soit à l'exception des engagements représentés par les actions de la Société. Pour l'évaluation du montant de ces engagements la Société prendra en considération toutes les dépenses à sa charge (et pour lesquelles le gérant n'est pas responsable tel que prévu par les

présents statuts), ce qui comprend les frais de constitution, les frais payables au gérant, comptables, dépositaire, domiciliataire, agents de registre et agents de transfert, agents payeur et représentants permanents aux lieux d'enregistrement, à tout autre agent employé par la Société (y compris les honoraires et les dépenses payables à un Comité de Conseil), les frais pour les services juridiques et de révision, les frais et dépenses de conseillers légaux, de réviseurs, de comptables et d'autres professionnels engagés par le gérant en relation avec la Société, les frais de marketing, de promotion, de souscription, d'imprimerie, de rapports (que ce soit aux actionnaires ou aux autorités de contrôle) et de publication, y compris les coûts de publicité ou de préparation et impression des prospectus, mémoires explicatifs ou déclarations d'enregistrement, impôts ou taxes gouvernementales, les frais et dépenses en relation avec la cotation des actions de la Société à toute bourse ou tout marché réglementé, les coûts des assemblées d'actionnaires (y compris le remboursement des sommes déboursées par les représentants du gérant en relation avec ces réunions) et toutes les autres dépenses de fonctionnement, y compris des dépenses courantes de la Société en relation avec des investissements à l'égard desquels un engagement a été pris, y compris les honoraires et commissions pour des services juridiques et de révision, les commissions d'apport et autres honoraires professionnels, toutes les dépenses encourues en relation avec l'acquisition, la détention, la vente ou l'offre de vente de tout investissement de la Société, y compris les droits de mutation, coûts de l'enregistrement ainsi que tous autres impôts, honoraires et autres taxes gouvernementales y relatives levés à l'encontre de la Société, et toutes dépenses relatives à des litiges et à des dédommagements ayant trait à la conduite des affaires de la Société ainsi que les coûts engendrés par les intérêts, frais bancaires et de courtage, postaux, de téléphone et de télex. La Société pourra calculer les dépenses administratives et autres, qui ont un caractère régulier ou périodique, par une estimation pour l'année ou toute autre période à l'avance, et en accroître le montant au prorata de cette période.

C. Pour les besoins de cet Article:

(a) les actions de la Société à racheter seront traitées comme existantes et prises en compte jusqu'immédiatement après la clôture du Jour d'Evaluation défini dans ces statuts, et à partir de ce moment et jusqu'à ce que le prix pour ces actions soit payé, elles seront considérées comme un engagement de la Société;

(b) tous les investissements, soldes d'espèces ou autres actifs de la Société qui ne sont pas expressément libellés en Euros seront évalués en prenant en considération les taux du marché ou les taux de change en vigueur à la date et au moment de la détermination de la valeur d'actif des actions; et

(c) à chaque Jour d'Evaluation, on tiendra compte des achats ou ventes des valeurs mobilières faits par la Société ce Jour d'Evaluation, dans la limite de ce qui est faisable.

#### E. Assemblées générales des actionnaires

**Art. 14.** Toute assemblée des actionnaires de la Société dûment constituée représentera l'ensemble des actionnaires de la Société. Elle disposera des pouvoirs les plus larges pour ordonner, réaliser ou ratifier les actes se rapportant aux activités de la Société, à condition que, sauf disposition contraire prévue dans ces Statuts, les résolutions (y compris celle de sa propre révocation) doivent être approuvées par le gérant pour être valablement prises, à l'exception des résolutions relatives à la nomination et révocation des membres du Conseil de Surveillance.

L'assemblée générale est convoquée par le gérant ou le Conseil de Surveillance.

Elle devra être convoquée sur la demande des actionnaires représentant au moins dix pour cent (10 %) du capital social de la Société. Les actionnaires représentant au moins dix pour cent (10%) du capital social de la Société peuvent demander l'ajout d'un ou de plusieurs points à l'ordre du jour de l'assemblée générale des actionnaires. Cette demande devra être adressée au siège social de la Société par courrier recommandé au moins cinq (5) jours avant la date de l'assemblée.

**Art. 15.** L'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra à Luxembourg au siège social de la Société ou à tout autre endroit à Luxembourg indiqué dans l'avis de convocation de l'assemblée, le quinze (15) mai à 11 heures. Si ce jour est un jour légal férié, l'assemblée générale annuelle se tiendra le jour ouvrable suivant. Les autres assemblées des actionnaires pourront se tenir en des lieux et à des dates qui seront précisés dans les avis de convocation respectifs.

Sauf disposition contraire prévue dans ces Statuts, le quorum et les délais prévus par la loi régiront les avis de convocation ainsi que le déroulement des assemblées des actionnaires de la Société.

Les actionnaires prenant part à une assemblée par visioconférence ou par tout autre moyen de communication permettant leur identification sont réputés être présents pour le calcul des quorums et des votes. Les moyens de communication utilisés doivent permettre à toutes les personnes prenant part à l'assemblée de s'entendre mutuellement de façon continue et doivent permettre une participation efficace de ces personnes lors de ces assemblées.

Chaque action donne droit à une voix. Un actionnaire peut agir lors d'une assemblée des actionnaires en nommant par écrit une autre personne en tant que mandataire, par fax ou par tout autre moyen de communication, une simple copie étant suffisante.

Chaque actionnaire pourra voter en utilisant les bulletins de vote envoyés par la poste ou par fax au siège social de la Société ou à l'adresse précisée dans l'avis de convocation. Les actionnaires pourront utiliser uniquement les bulletins de vote fournis par la Société, lesquels comportent au moins le lieu, la date et l'heure de l'assemblée, l'ordre du jour de l'assemblée, la proposition soumise à la décision de l'assemblée, ainsi que pour chaque proposition, trois cases permettant à l'actionnaire soit de voter en faveur de chacune des résolutions proposées, soit contre, soit de s'abstenir de voter en cochant la case correspondante.

Les bulletins de votes ne montrant ni un vote favorable, ni un vote contre la résolution proposée, ni une abstention seront déclarés nuls. La Société ne prendra en compte que les bulletins de vote reçus avant l'assemblée général à laquelle ils se rapportent.

Les résolutions présentées lors d'une assemblée d'actionnaires dûment convoquée seront adoptées par simple majorité des votes valablement exprimés, sauf si la question devant être résolue concerne une modification des statuts, auquel cas la résolution devra être adoptée par une majorité de deux tiers des voix valablement exprimés, une majorité des votes des Actions Ordinaires et l'Action S.

Le gérant pourra définir l'ensemble des autres dispositions qui doivent être respectées par les actionnaires pour qu'ils prennent part à une assemblée des actionnaires.

Si tous les actionnaires sont présents lors d'une assemblée des actionnaires et s'ils établissent qu'ils ont été informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'assemblée pourra se tenir sans qu'il y ait d'avis préalable ou de publication.

## F. Gestion

**Art. 16.** La Société sera gérée par Furstenberg S.à r.l. en sa capacité d'associé commandité et gérant de la Société. Les autres actionnaires ne participeront pas et n'interféreront pas dans la gestion de la Société.

**Art. 17.** De très larges pouvoirs sont conférés au gérant pour qu'il effectue tous les actes nécessaires ou utiles à l'accomplissement de l'objet de la Société. Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément affectés par la loi ou par les présents Statuts lors de l'assemblée générale des actionnaires ou par le Conseil de Surveillance relèveront de la compétence du gérant.

**Art. 18.** La Société est valablement liée vis-à-vis des tiers par la seule signature d'un des représentants du gérant dûment nommé ou par la ou les signatures de toute(s) autre(s) personne(s) ayant reçu délégation d'autorité par le gérant pour des transactions particulières.

**Art. 19.** En cas d'incapacité légale, de liquidation ou de toute autre situation présentant un caractère permanent empêchant le gérant d'agir en tant que gérant de la Société, cette dernière ne sera pas immédiatement dissoute ou mise en liquidation, sous réserve que le Conseil de Surveillance nomme un responsable, lequel n'aura pas besoin d'être un actionnaire, afin qu'il réalise les actes de gestion urgents, jusqu'à ce que soit tenue une assemblée générale des actionnaires, que ce responsable convoquera dans un délai de quinze jours suivant sa nomination. Lors de cette assemblée générale, les actionnaires pourront nommer un nouveau gérant, conformément aux exigences concernant le quorum et la majorité requises pour modifier les présents Statuts. Faute d'avoir procédé à cette nomination, la Société devra être dissoute ou mise en liquidation. La nomination d'un nouveau gérant sera soumise à l'approbation du gérant.

## G. Conseil de surveillance

**Art. 20.** L'activité de la Société et sa situation financière, y compris en particulier ses livres et ses comptes, devront être contrôlés par un conseil de surveillance composé d'au moins trois membres, lesquels n'auront pas besoin d'être des actionnaires.

**Art. 21.** Les membres du conseil de surveillance devront être élus par l'assemblée générale des actionnaires pour une durée de trois (3) ans. Les membres du conseil de surveillance sont rééligibles et peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans motif, par une résolution adoptée par une assemblée générale des actionnaires.

**Art. 22.** Si le nombre total des membres du conseil de surveillance se trouvait en dessous de trois ou en dessous de la moitié du nombre des membres déterminés par l'assemblée générale des actionnaires, le gérant devra immédiatement convoquer une assemblée des actionnaires pour combler cette vacance. Si un ou plusieurs membres du conseil de surveillance sont temporairement empêchés d'assister aux réunions de ce conseil, les autres membres pourront nommer une personne choisie parmi les actionnaires pour les remplacer provisoirement jusqu'à ce qu'ils soient en mesure de reprendre leurs fonctions. La rémunération des membres du conseil de surveillance sera déterminée par l'assemblée générale des actionnaires.

**Art. 23.** Le conseil de surveillance se réunira en un lieu à Luxembourg qui sera indiqué dans l'avis de convocation de l'assemblée. Le conseil de surveillance choisira un président parmi ses membres. Il désignera également un secrétaire qui ne doit pas nécessairement être un membre du conseil de surveillance, lequel sera chargé de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil de surveillance.

Le conseil de surveillance sera convoqué par son président ou par le gérant. Une assemblée du conseil sera convoquée si l'un de ses membres le demande.

Le président du conseil de surveillance présidera toutes les assemblées de ce conseil mais en son absence le conseil de surveillance nommera un autre membre du conseil de surveillance en tant que président pro tempore par vote de la majorité présente à cette assemblée.

Une notification écrite de toute assemblée du conseil de surveillance sera remise par courrier, fax ou courrier électronique (sans signature électronique) à l'ensemble de ses membres au moins huit (8) jours avant la date fixée pour cette assemblée, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature de cette urgence devra être précisée dans l'avis de convocation de l'assemblée. L'avis de convocation devra indiquer le lieu de la réunion ainsi que son ordre du jour. Il pourra être renoncé



à un avis de convocation par écrit, par fax ou par tout autre moyen de communication, une simple copie suffisant. Des avis de convocations distincts ne seront pas requis pour les assemblées qui se tiennent à l'heure et aux lieux indiqués dans un programme précédemment adopté par résolution du conseil de surveillance.

Tout membre du conseil de surveillance peut agir lors d'une assemblée de ce conseil en nommant un autre membre en tant que mandataire, par fax ou par tout autre moyen de communication, une simple copie suffisant. Un membre peut représenter plusieurs de ses collègues.

Le conseil de surveillance ne peut délibérer ou agir valablement que si au moins la majorité de ses membres sont présents ou représentés. Les résolutions sont prises à la majorité des votes des membres présents ou représentés à cette assemblée.

Les résolutions du conseil de surveillance devront être enregistrées dans les procès-verbaux qui seront signés par le président de l'assemblée. Toutes les procurations y demeureront annexées. Les copies ou les extraits de ces procès-verbaux susceptibles d'être produits auprès des instances judiciaires ou autres, devront être valablement signés par le président de l'assemblée ou deux autres de ses membres.

Le conseil d'administration pourra, à l'unanimité, adopter des résolutions par voie de circulaire lorsqu'il exprime son accord par écrit, par fax ou par tout autre moyen de communication, une simple copie suffisant. L'intégralité de ces documents constituera le procès-verbal attestant de l'adoption de la résolution.

Tout membre du conseil de supervision pourra participer à une réunion du conseil de supervision au moyen d'une conférence téléphonique ou par tout autre moyen de communication semblable permettant à l'ensemble des personnes prenant part à l'assemblée de s'entendre mutuellement. La participation à une assemblée par ces moyens de communication équivaut à la participation en personne à cette assemblée.

Les membres ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société. Simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

La Société indemnisera tout membre du conseil de surveillance ainsi que ses héritiers, exécuteurs testamentaires et administrateurs, concernant les dépenses raisonnablement encourues par lui ou se rapportant à toute action, poursuite judiciaire ou procédure à laquelle il peut être partie prenante du fait de son appartenance actuelle ou passée au conseil de surveillance de la Société. Il ne sera pas habilité à recevoir une indemnisation se rapportant à des affaires pour lesquelles il aura été reconnu en justice au titre de cette action, poursuite judiciaire ou procédure comme étant responsable de négligence ou de faute. En cas de règlement du litige, l'indemnisation sera uniquement faite en rapport à ces affaires couvertes par ledit règlement pour lesquelles la Société aura été avisée par son avocat que la personne devant être indemnisée n'a commis aucune faute dans ses obligations. Le droit à indemnisation précité n'exclura pas les autres droits auxquels il pourrait prétendre.

La Société s'engage à régler toutes les dépenses encourues par une personne indemnisable aux termes des présentes et se rapportant à toute procédure en avance sur la décision définitive, aussi longtemps que la société reçoit un engagement écrit et liant juridiquement cette personne aux fins qu'elle rembourse la totalité de la somme avancée si la décision définitive déclare que cette personne n'est pas habilitée à être indemnisée. L'achèvement de toute action, poursuite judiciaire ou procédure par jugement, ordonnance, règlement, condamnation, ou un plaidoyer de nolo contendere ou son équivalent, ne saurait générer par lui-même une présomption selon laquelle la personne indemnisable n'a pas satisfait aux normes de conduite l'autorisant à être indemnisé aux termes des présentes. La Société s'engage à régler en numéraire cette personne indemnisable pour un montant égal à la somme intégrale engagée par cette personne et de l'indemniser rapidement dès notification d'une obligation de l'indemniser émise par cette personne indemnisable, cette obligation devant être appuyée par toute information que la Société pourra exiger.

**Art. 24.** Les données comptables dans le rapport annuel de la Société seront examinées par un réviseur d'entreprises nommé par le gérant et rémunéré par la Société.

Le réviseur d'entreprises aura tous les devoirs prévus par la Loi sur les Sociétés et la Loi sur la Titrisation.

## H. Exercice social - Bénéfices - Distributions

**Art. 25.** L'exercice social de la Société commencera le 1<sup>er</sup> janvier de chaque année et se terminera le 31 décembre de cette même année.

**Art. 26.** Sur les bénéfices annuels nets de la Société, cinq pour cent (5 %) seront affectés à la réserve légale. Cette affectation cessera d'être obligatoire dès que le montant atteindra dix pour cent (10%) du capital souscrit de la Société et aussi longtemps qu'il sera maintenu, comme cela est énoncé à l'article 6 des présentes ou comme le capital social pourra le cas échéant être augmenté ou réduit tel que prévu à l'article 6 des présentes.

Au vue des engagements supportés par la Société conformément à la Loi sur la Titrisation et ces Statuts, la Société se charge de distribuer le restant des bénéfices annuels nets aux actionnaires au plus tôt le 31 décembre 2012 et au plus tard le 31 décembre 2013, ensuite sur une base annuelle.

Aucune distribution au moyen de dividendes ou autrement ne sera faite avant le 31 décembre 2012.

Des dividendes intérimaires pourront être distribués par le gérant en observant les dispositions légales.



**Art. 27.** Pour les besoins de cet Article 27:

- Profits Distribuables désigne les profits disponibles pour la distribution par la Société à ses actionnaires à la Date de Distribution et conformément à l'article 26 ci-dessus.

- Date de Distribution désigne la date de la distribution en question.

- Pourcentage de Participation désigne le pourcentage du capital social émis de la Société détenu par un actionnaire de la Société.

- Apport Total désigne, par rapport à un actionnaire de la Société, tous les montants cumulatifs effectivement payés par cet actionnaire au capital social et, le cas échéant, au compte de prime d'émission de la Société à partir de la date de leur paiement.

- Distributions Totales désigne le montant cumulatif de toutes les distributions effectivement faites par la Société, que ce soit par distribution de dividendes, rachat d'actions ou par tout autre moyen, à un actionnaire de la Société à partir de la date de leur distribution jusqu'à la Date de Distribution et hormis les Profits Distribuables à la Date de Distribution.

Toutes distributions faites par la Société, que ce soit dans l'exercice normal des affaires ou à la liquidation de la Société, seront faites à ses actionnaires dans les montants, aux moments et de la façon déterminés par le gérant de temps à autre et conformément aux règles suivantes et dans l'ordre suivant:

Des Profits Distribuables:

(i) premièrement, l'Apport Total relatif aux Actions Ordinaires réglé à hauteur de dix pour cent (10%) sur une base annuelle sera distribué aux détenteurs de ces Actions Ordinaires au pro rata du nombre d'Actions Ordinaires détenues par eux jusqu'à un montant représentant les Distributions Totales payés à eux jusqu'à la Date de Distribution, réglées à hauteur de 10 pour cent (10%) sur une base annuelle,

(ii) deuxièmement,

(a) l'Apport Total relatif aux Actions Ordinaires réglé à hauteur de douze virgule cinq pour cent (12,5%) sur une base annuelle sera distribué aux détenteurs des Actions B au pro rata de leur Pourcentage de Participation jusqu'à un montant représentant la Distribution Totale relative aux Actions Ordinaires réglée à hauteur de douze virgule cinq pour cent (12,5%) sur une base annuelle;

(b) après déduction des montants dus sous le point (a) ci-dessus, le restant du montant représentant la Distribution Totale relative aux Actions Ordinaires réglée à hauteur de douze virgule cinq pour cent (12,5%) par an sur une base annuelle sera distribuée aux détenteurs des Actions S au pro rata du nombre d'actions détenues par eux,

(a) et (b) étant désignés ci-après comme "Rendement de Catchback",

(iii) troisièmement, un montant équivalent à leur Pourcentage de Participation appliqué aux Profits Distribuables restants sera distribué aux détenteurs des Actions B au pro rata du nombre d'actions détenues par eux,

(iv) quatrièmement, les Profits Distribuables restants seront repartis comme suit:

- quatre-vingt pour cent (80%) aux détenteurs des Actions A au pro rata du nombre d'actions détenues par eux; et

- vingt pour cent (20%) aux détenteurs des Actions S au pro rata du nombre d'actions détenues par eux.

## I. Liquidation

**Art. 28.** En cas de dissolution de la Société, la liquidation pourra être exécutée par un ou plusieurs liquidateurs, ceux-ci pouvant être des personnes physiques ou des entités juridiques, nommées par l'assemblée des actionnaires décidant de cette dissolution et qui déterminera leurs pouvoirs ainsi que leur rémunération.

Les produits nets de liquidation seront distribués aux détenteurs des Actions Ordinaires, Actions A et de toute autre classe d'actions conformément aux règles prescrites par la Loi sur les Sociétés et par l'article 27 des statuts.

Les produits nets peuvent soit être distribués en espèces ou en nature.

## J. Modification des statuts

**Art. 29.** Sous réserve de l'accord du gérant, les présents statuts pourront le cas échéant être modifiés par une assemblée générale des actionnaires, si le quorum est atteint et que les exigences de majorité prévus par la Loi sur les Sociétés.

## K. Clause finale - Loi applicable

**Art. 30.** Toutes les questions non régies par les présents statuts seront déterminées conformément à la Loi sur les Sociétés et la Loi sur la Titrisation, telles que modifiées.

### *Dispositions transitoires*

1) Le premier exercice social commencera à la date de constitution de la Société et se terminera le 31 décembre 2010.

2) La première assemblée générale des actionnaires se tiendra en 2011.

### *Souscription et Paiement*

Les souscripteurs ont souscrit à des actions qui seront émises comme suit:

L'Action S d'une valeur nominale de cent cinquante mille euros (EUR 150.000,-) est souscrite par Furstenberg S.à r.l., susmentionnée, pour un prix de souscription de cent cinquante mille euros (EUR 150.000,-). Du prix de souscription de

cent cinquante mille euros (EUR 150.000,-), Furstenberg S.à r.l., susmentionnée, a payé un montant de trente-sept mille cinq cents euros (EUR 37.500,-) pour cette Action S, ce qui fait un total payé de trente-sept mille cinq cents euros (EUR 37.500,-) pour cette Action S.

L'action B d'une valeur nominale de cent cinquante mille euros (EUR 150.000,-) est souscrite par Furstenberg Finance, susmentionnée, pour un prix de souscription de cent cinquante mille euros (EUR 150.000,-). Du prix de souscription de cent cinquante mille euros (EUR 150.000,-), Furstenberg Finance, susmentionnée, a payé un montant de trente-sept mille cinq cents euros (EUR 37.500,-) pour cette action B, ce qui fait un total payé de trente-sept mille cinq cents euros (EUR 37.500,-) pour cette Action B.

L'Action S et l'action B ont été libéré d'un montant de trente-sept mille cinq cents euros (EUR 37.500,-) chacune, c.à.d. vingt-cinq pourcent (25%), du prix de souscription, de sorte que la somme de soixante-quinze mille euros (EUR 75.000,-) est désormais disponible pour la Société, tel qu'il a été justifié au notaire soussigné.

#### *Déclaration*

Le notaire-rédacteur de l'acte déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées aux articles 26, 26-3 et 26-5 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée et en constate expressément l'accomplissement.

#### *Frais*

Les frais, coûts, rémunérations ou charges de quelque forme que ce soit seront supportés par la société du fait de sa constitution et ils sont évalués à environ EUR 2.500,-.

#### *Assemblée générale des actionnaires*

Les personnes susmentionnées, représentant la totalité du capital souscrit et se considérant comme dûment convoquées, ont immédiatement procédé à une assemblée générale extraordinaire. Après avoir préalablement vérifié qu'elle était régulièrement constituée, elles ont adopté les résolutions suivantes à l'unanimité des voix.

1. Le nombre de gérants est fixé à un et le nombre des membres du conseil de surveillance à trois.
2. Furstenberg S.à r.l., susmentionnée, est nommée en tant que gérant unique de la Société avec effet immédiat.
3. Les personnes suivantes sont nommées en tant que membres du conseil de surveillance de la Société:

a) Olivier Differdange, expert comptable, né le 12 janvier 1973 à Arlon, avec résidence professionnelle à 1, route de Steinfort, L-8371 Hobscheid, Luxembourg;

b) Detlef Xhonneux, conseiller fiscal, né le 27 février 1967 à Eupen, avec résidence professionnelle à 1, route de Steinfort, L-8371 Hobscheid, Luxembourg; et

c) Yves Mertz, réviseur d'Entreprises, né le 19 septembre 1957 à Arlon, avec résidence professionnelle à 15, rue des Carrefours L-8124 Bridel, Luxembourg.

4. Le siège social de la Société se trouve à 5, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg.

5. La durée des fonctions des membres du conseil de surveillance prendra fin lors de l'assemblée générale convoquée pour l'approbation des comptes annuels de 2010 ou à tout moment avant cette date qui sera déterminé par une assemblée générale des actionnaires.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais constate par le présent acte qu'à la requête des comparantes, les présents statuts sont rédigés en anglais suivis d'une version française et qu'à la requête des mêmes personnes la version anglaise fera foi en cas de divergences entre le texte anglais et français.

Dont acte, passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparantes, les comparantes ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: P. SONDHI et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 30 novembre 2009. Relation: LAC/2009/51011. Reçu soixante-quinze euros (75€).

Le Receveur (signé): F. SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 11 janvier 2010.

Référence de publication: 2010014368/1003.

(100008000) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 janvier 2010.

**WZG International S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 233.400,00.**

Siège social: L-2520 Luxembourg, 35, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 90.077.

—  
Suite au conseil de gérance tenu en date du 10 décembre 2009, les gérants ont décidé de transférer le siège social de la société du 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg au 35, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 janvier 2010.

Signature.

Référence de publication: 2010015143/12.

(100009131) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2010.

**Real South Investment Luxembourg S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1140 Luxembourg, 45-47, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 41.068.

—  
Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Alex WEBER

Notaire

Référence de publication: 2010015295/11.

(100009036) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2010.

**Resimmob Holding S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1931 Luxembourg, 55, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 54.295.

—  
Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

BRIMEYER Georges.

Référence de publication: 2010014663/10.

(100008456) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 janvier 2010.

**Van Kasteren Services S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2444 Luxembourg, 209, rue des Romains.

R.C.S. Luxembourg B 22.221.

—  
Les Comptes annuels au 31/12/2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Strassen, le 15/01/2010.

Pour VAN KASTEREN SERVICES S.à r.l.

J. REUTER

Référence de publication: 2010014672/12.

(100007862) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 janvier 2010.

**Titex S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8070 Bertrange, 10B, rue des Mérovingiens.

R.C.S. Luxembourg B 23.278.

—  
Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2010014650/9.

(100008462) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 janvier 2010.

**Paninvest S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.  
R.C.S. Luxembourg B 128.482.

—  
*Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire du 3 août 2009*

Ratification de la cooptation de la société S.G.A. SERVICES S.A, nommée comme nouvel Administrateur lors du Conseil d'Administration du 15 septembre 2008, en remplacement de Jean ARROU VIGNOD, démissionnaire.

*Pour la société*  
PANINVEST S.A.  
S.G.A. SERVICES S.A.  
*Administrateur*  
Signature

Référence de publication: 2010014481/15.

(100008016) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 janvier 2010.

---

**Bignames S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.  
R.C.S. Luxembourg B 66.682.

—  
Le bilan au 30.06.2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Société Européenne de Banque S.A.  
Société Anonyme  
*Banque domiciliataire*  
Signatures

Référence de publication: 2010014654/13.

(100008479) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 janvier 2010.

---

**Cristal Red S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

R.C.S. Luxembourg B 136.909.

—  
Par la présente, Alter Domus, ayant son siège social au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, en sa qualité de domiciliataire, dénonce, avec effet au 15 janvier 2010, le siège social de la société CRISTAL RED S.à r.l. immatriculée auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 136.909

Luxembourg, le 15 janvier 2010.

Alter Domus  
Représentée par Dominique Robyns

Référence de publication: 2010015148/12.

(100009255) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2010.

---

**Lambda Assets S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 32, avenue Monterey.  
R.C.S. Luxembourg B 85.474.

—  
Les comptes annuels de la société au 31 décembre 2005 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 janvier 2010.

*Pour la société*  
Signature  
*L'administrateur unique*

Référence de publication: 2010015370/14.

(100008789) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2010.

---

**Lambda Assets S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 32, avenue Monterey.  
R.C.S. Luxembourg B 85.474.

Les comptes annuels de la société au 31 décembre 2004 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 janvier 2010.

*Pour la société*

Signature

*L'administrateur unique*

Référence de publication: 2010015371/14.

(100008786) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2010.

---

**Tradegro S.à r.l., Société à responsabilité limitée soparfi.**

**Capital social: GBP 36.071.420,00.**

Siège social: L-2134 Luxembourg, 58, rue Charles Martel.  
R.C.S. Luxembourg B 149.807.

Le bilan au 28 février 2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

*Un mandataire*

Référence de publication: 2010015343/12.

(100008987) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2010.

---

**Art Lux S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-1840 Luxembourg, 40, boulevard Joseph II.  
R.C.S. Luxembourg B 25.297.

Les comptes annuels au 30 juin 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

COMPAGNIE FINANCIERE DE GESTION LUXEMBOURG S.A.

Boulevard Joseph II

L-1840 Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2010014707/13.

(100007929) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 janvier 2010.

---

**Kojac S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1945 Luxembourg, 3, rue de la Loge.  
R.C.S. Luxembourg B 19.379.

**EXTRAIT**

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire de la société KOJAC S.A. qui s'est tenue, en date du 28 décembre 2009, que:

L'Assemblée décide à l'unanimité de transférer le siège social de la société au L-1945 Luxembourg, 3, rue de la Loge.

Luxembourg, le 18 janvier 2010.

Pour extrait conforme

Pour mandat

Signature

Référence de publication: 2010015129/15.

(100009063) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2010.

---

**Mas Luc S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.  
R.C.S. Luxembourg B 71.574.

L'an deux mille neuf, le dix-sept décembre.

Par-devant Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme MAS LUC S.A., avec siège social à L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur,

inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg section B numéro 71.574,

constituée aux termes d'un acte reçu par Maître Jacques DELVAUX, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 19 août 1999, publié au Mémorial C numéro 881 du 23 novembre 1999,

dont les statuts ont été modifiés en dernier lieu aux termes d'un acte reçu par Maître Jacques DELVAUX, notaire prénommé, en date du 12 mars 2002, publié au Mémorial C numéro 969 du 25 juin 2002.

La séance est ouverte à 15.30 heures sous la présidence de Madame Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, employée privée, demeurant à Differdange.

Madame la Présidente désigne comme secrétaire Mademoiselle Sophie HENRYON, employée privée, demeurant à Herserange (France).

L'assemblée appelle aux fonctions de scrutateur Madame Maria SANTIAGO-DE SOUSA, employée privée, demeurant à Soleuvre.

Madame la Présidente expose ensuite:

1.- Qu'il résulte d'une liste de présence, dressée et certifiée exacte par les membres du bureau que les CENT CINQUANTE MILLE (150.000) ACTIONS d'une valeur nominale de DIX EUROS (€ 10,-) chacune, représentant l'intégralité du capital social d'UN MILLION CINQ CENT MILLE EUROS (€ 1.500.000,-), sont dûment représentées à la présente assemblée, qui en conséquence est régulièrement constituée et peut délibérer ainsi que décider valablement sur les points figurant à l'ordre du jour, ci-après reproduit, sans convocations préalables, tous les membres de l'assemblée ayant consenti à se réunir sans autres formalités, après avoir eu connaissance de l'ordre du jour.

Ladite liste de présence dûment signée, restera annexée au présent procès-verbal, pour être soumise en même temps aux formalités de l'enregistrement.

2.- Que l'ordre du jour de la présente assemblée est conçu comme suit:

1) Augmentation du capital social de EUR 1.650.000,- (un million six cent cinquante mille euros) pour le porter de son montant actuel de EUR 1.500.000,- (un million cinq cent mille euros) à EUR 3.150.000,- (trois millions cent cinquante mille euros), par la création de 165.000 (cent soixante-cinq mille) actions nouvelles d'une valeur nominale de dix euros (€ 10,-) chacune, jouissant des mêmes droits et avantages que les actions anciennes, à libérer par un versement en espèces;

2) Renonciation au droit de souscription préférentiel des anciens actionnaires;

3) Souscription et libération des 165.000 actions nouvelles par LEICESTER INVESTMENTS SA;

4) Modification afférente de l'article 5 des statuts;

5) Divers.

Ensuite l'assemblée aborde l'ordre du jour et après en avoir délibéré, elle a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'assemblée décide d'augmenter le capital social de EUR 1.650.000,- (un million six cent cinquante mille euros) pour le porter de son montant actuel de EUR 1.500.000,- (un million cinq cents mille euros) à EUR 3.150.000,- (trois millions cent cinquante mille euros), par la création de 165.000 (cent soixante-cinq mille) actions nouvelles d'une valeur nominale de dix euros (€ 10,-) chacune, jouissant des mêmes droits et avantages que les actions anciennes, à libérer par un versement en espèces.

*Deuxième résolution*

L'assemblée prend acte, dans le cadre de l'augmentation de capital décidée ci-avant, de la renonciation au droit de souscription préférentiel de l'ancien actionnaire ne participant pas à cette augmentation de capital.

*Troisième résolution*

*Souscription et Libération*

Intervient ensuite aux présentes:

La société anonyme LEICESTER INVESTMENTS S.A., avec siège social à Riva Albertolli, 1, 6900 Lugano, Svizzera, ici représentée par Madame Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, prénommée, agissant en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée annexée au présent acte,



qui déclare souscrire les CENT SOIXANTE-CINQ MILLE (165.000) actions nouvellement émises.

L'assemblée accepte la souscription des 165.000 actions nouvelles par LEICESTER INVESTMENTS S.A., préqualifiée.

Les CENT SOIXANTE-CINQ MILLE (165.000) actions nouvelles ont été entièrement libérées par un versement en espèces, de sorte que la somme de EUR 1.650.000,- (un million six cent cinquante mille euros) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant, qui le constate expressément.

*Quatrième résolution*

Suite aux résolutions qui précèdent l'article cinq (5) - premier (1<sup>er</sup>) alinéa des statuts a désormais la teneur suivante:

**Art. 5. 1<sup>er</sup>. Alinéa.** "Le capital social est fixé à TROIS MILLIONS CENT CINQUANTE MILLE EUROS (€ 3.150.000,-), représenté par TROIS CENT QUINZE MILLE (315.000) ACTIONS d'une valeur nominale de DIX EUROS (€ 10,-) chacune."

*Frais*

Madame la Présidente fait part à l'assemblée que le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de la présente augmentation de capital est évalué à environ DEUX MILLE CINQ CENTS EUROS (€ 2.500,-).

Le notaire soussigné déclare avoir vérifié l'existence des conditions prévues à l'article 26 de la loi sur les sociétés commerciales.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour et personne ne demandant la parole, Madame la Présidente lève la séance.

DONT ACTE, fait et passé à Esch/Alzette, en l'étude, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparantes, elles ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Conde, Henryon, Maria Santiago, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 23 décembre 2009. Relation: EAC/2009/16114. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2010013878/80.

(100007280) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 janvier 2010.

**Sella Sicav Lux, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 4, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 66.796.

—  
EXTRAIT

Il résulte de la réunion du Conseil d'Administration tenue en date du 28 octobre 2009, que le Conseil prend acte de la lettre de démission du 14 septembre 2009, présentée par Madame Concetta IORIO, de sa fonction d'administrateur.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 janvier 2010.

Pour extrait conforme

Pour la société SELLA SICAV LUX

SELLA BANK LUXEMBOURG S.A.

Domiciliaire

Signatures

Référence de publication: 2010014480/17.

(100008074) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 janvier 2010.

**European Consultants (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2213 Luxembourg, 1, rue de Nassau.

R.C.S. Luxembourg B 85.950.

—  
Les comptes annuels au 31.12.2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010014638/10.

(100008160) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 janvier 2010.

**AP Portland 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée (en liquidation).**

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 71.271.

Les comptes annuels au 31 décembre 2005 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

LUXEMBOURG CORPORATION COMPANY S.A.

Signatures

Référence de publication: 2010014643/11.

(100008284) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 janvier 2010.

**Epoca S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1150 Luxembourg, 207, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 87.350.

**DISSOLUTION**

L'an deux mil neuf, le trente décembre.

Par-devant Maître Karine REUTER, notaire de résidence à Redange/Atttert.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire de la société anonyme sous la dénomination de EPOCA S.A.

avec siège social sise à L-1150 Luxembourg, 207, route d'Arlon, inscrite au registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 87.350, constituée suivant acte reçu par Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach, en date du 14 mai 2002, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, en date du 25 juillet 2002, numéro 1.125, page 53976, avec un capital social de cent mille euros (€ 100.000,-), représenté par mille (1.000) actions d'une valeur nominale de cent euros (€ 100,-) par action, entièrement libérée chacune.

A cet effet a comparu:

La société de droit italien CONCERIA ANTIBA S.P.A., établie et ayant son siège social à I-56029 Santa Croce sull'Arno (PI), Via Toscana, 11,

ici représentée par Madame Claire SABBATUCCI, demeurant professionnellement à L-1150 Luxembourg, 207 route d'Arlon, le tout en vertu d'une procuration sous seing privé, laquelle procuration restera annexée aux présentes pour être enregistré avec le présent acte.

La dite société étant l'actionnaire unique de la société EPOCA S.A., préqualifiée.

La dite partie comparante, représentée comme exposé ci-avant, constate que:

I. Il existe une société anonyme sous la dénomination de EPOCA S.A., avec siège social sise à L-1150 Luxembourg, 207, route d'Arlon, inscrite au registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 87.350, constituée suivant acte reçu par Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach, en date du 14 mai 2002, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, en date du 25 juillet 2002, numéro 1.125, page 53976.

II. Le capital social intégralement souscrit et libéré est fixé à la somme de cent mille euros (€ 100.000,-), représenté par mille (1.000) actions d'une valeur nominale de cent euros (€ 100,-) par action, entièrement libérée chacune.

III. La partie comparante est propriétaire de l'intégralité des actions de la dite société.

IV. En tant que seule actionnaire, la soussignée déclare expressément dissoudre et liquider la société à compter de ce jour, celle-ci ayant cessé toute activité.

V. La partie comparante, représentée comme dit ci-avant, actionnaire unique, déclare par les présentes se nommer personnellement, assumer et accepter, la fonction de liquidateur de la dite société.

Elle déclare par ailleurs:

- avoir réglé ou provisionné tout le passif de la société et
- répondre personnellement de tout le passif social et de tous les engagements de la société, même inconnus à ce jour.

VI. La partie comparante déclare encore connaître parfaitement la situation financière et les statuts de la société.

VII. Que la partie comparante donne décharge expresse aux administrateurs, administrateurs-délégués et au commissaire aux comptes pour l'exécution de leur mandat jusqu'à la date de l'acte notarié.

VIII. Que la soussignée approuve encore par les présentes les comptes pour l'année 2009.

IX. Que la soussignée remet au notaire les actions au porteur pour destruction.

X. Que partant la liquidation de la société est achevée.

XI. Que les livres et documents de la société seront conservés pendant une durée de cinq (5) années au siège social de la société, à L-1150 Luxembourg, 207 route d'Arlon.

*Déclarations générales*

La partie comparante déclare que le notaire instrumentant leur a expliqué les dispositions régissant la procédure de la liquidation des sociétés commerciales telles qu'elle est prévue par la loi sur les sociétés commerciales. Elles ont persisté à procéder par le présent acte.

*Evaluation des frais*

Le montant des frais, dépenses et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou sont mis à sa charge, à raison du présent acte, s'élève à la somme de HUIT CENT CINQUANTE EUROS (EUR 850,-).

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la représentante de la partie comparante, connue du notaire par nom, prénom, état et demeure, celle-ci a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Sabbatucci, Reuter.

Enregistré à Redange/Attert, le 5 janvier 2010. Relation: RED/2010/6. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Kirsch.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur sa demande et aux fins de la publication au Mémorial.

Redange/Attert, le 12 janvier 2010.

Karine REUTER.

Référence de publication: 2010013938/63.

(100007710) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 janvier 2010.

---

**Stego Finances S.A., Société Anonyme Soparfi.**

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 48.792.

Statuts coordonnés, suite à une assemblée générale extraordinaire reçu par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 14 octobre 2009, déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 02 novembre 2009.

Francis KESSELER

Notaire

Référence de publication: 2010015304/13.

(100009198) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2010.

---

**PORTIXOL Holding S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 123.587.

Les comptes annuels au 30 avril 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 janvier 2010.

Référence de publication: 2010015338/10.

(100008820) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2010.

---

**Serbia BroadBand S.à.r.l., Société à responsabilité limitée (en liquidation).**

**Capital social: USD 2.728.250,00.**

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 87.372.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 janvier 2010.

Vincent Bouffieux.

Référence de publication: 2010015341/11.

(100008996) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2010.

---

**Solvipar Holding S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2227 Luxembourg, 16, avenue de la Porte-Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 85.467.

L'an deux mil neuf, le vingt-neuf décembre.

Par-devant Maître Paul DECKER, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme "SOLVIPAR HOLDING S.A." une société anonyme de droit luxembourgeois ayant son siège social à L-2227 Luxembourg, 16, avenue de la Porte-Neuve constituée suivant acte reçu par Maître Emile SCHLESSER, notaire de résidence à Luxembourg en date du 8 janvier 2002, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations, numéro 650 du 26 avril 2002

inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, section B sous le numéro 85.467.

L'Assemblée Générale Extraordinaire est ouverte à 11.35 heures sous la présidence de Patrick Meunier, Conseil économique de résidence professionnelle à 16, avenue de la Porte-Neuve, L-2227 Luxembourg.

Le Président nomme Monsieur Max MAYER, employé, demeurant à Luxembourg comme secrétaire.

L'Assemblée choisit Monsieur Patrick Houbert, Juriste, de résidence professionnelle à 16, avenue de la Porte-Neuve, L-2227 Luxembourg comme scrutateur.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I. Que la présente assemblée a pour

*Ordre du jour:*

- 1.- Décision de mettre la société SOLVIPAR HOLDING S.A. en liquidation.
- 2.- Nomination d'un liquidateur et détermination de ses pouvoirs.
- 3.- Accepter la démission des Administrateurs et du Commissaire aux Comptes et leur donner pleine et entière décharge jusqu'à ce jour.
- 4.- Nomination d'un commissaire à la liquidation.
- 5.- Divers.

II. Que l'actionnaire unique représenté, ainsi que le nombre d'actions qu'il détient est indiqué sur une liste de présence.

III. Que l'intégralité du capital étant représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, l'actionnaire représenté se reconnaissent dûment convoqué et déclare par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui lui a été communiqué au préalable.

IV. Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

L'Assemblée Générale après délibération, prend à l'unanimité des voix les résolutions suivantes.

*Première résolution*

L'Assemblée Générale décide de dissoudre et de mettre la société SOLVIPAR HOLDING S.A. en liquidation à partir de ce jour.

*Deuxième résolution*

L'Assemblée Générale nomme aux fonctions de liquidateur Monsieur Patrick MEUNIER, conseil économique, demeurant professionnellement à L-2227 Luxembourg, 16, avenue de la Porte-Neuve.

Le liquidateur a les pouvoirs les plus étendus prévus par les articles 144 à 148bis des lois coordonnées sur les sociétés commerciales. Il peut accomplir les actes prévus à l'article 145 sans devoir recourir à l'autorisation de l'assemblée générale dans les cas où elle est requise.

Le liquidateur est dispensé de dresser inventaire et peut s'en référer aux écritures de la société.

Il peut, sous sa responsabilité, pour des opérations spéciales et déterminées, déléguer à un ou plusieurs mandataires telle partie de ses pouvoirs qu'il détermine et pour la durée qu'il fixera.

*Troisième résolution*

L'Assemblée Générale accepte les démissions des administrateurs et du commissaire aux comptes et leur confère pleine et entière décharge pour l'exécution de leurs mandats jusqu'à ce jour.

*Quatrième résolution*

L'Assemblée Générale nomme MRM Consulting S.A. ayant son siège social au 5, rue de l'Ecole à L-4394 Pontpierre aux fonctions de commissaire à la liquidation.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, l'assemblée a été clôturée à 11.40 heures.

16207

*Evaluation*

Les frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la société en raison du présent acte sont évalués à environ 750,- EUR.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus par le notaire instrumentant par noms, prénoms usuels, état et demeure, les membres du bureau ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: P. MEUNIER, M. MAYER, P. HOUBERT, P. DECKER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 30 décembre 2009. Relation: LAC/2009/57782. Reçu € 12,- (douze euros).

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée sur papier libre aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 janvier 2010.

P. DECKER.

Référence de publication: 2010013941/66.

(100007686) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 janvier 2010.

---

**Luxfin Holding S.à.r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 117.089.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg Corporation Company SA

*Sole Manager*

Signatures

Référence de publication: 2010014703/12.

(100007909) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 janvier 2010.

---

**Chez Paula, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-9047 Ettelbruck, 40, rue Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 102.382.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010015345/10.

(100008755) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2010.

---

**Zap S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2714 Luxembourg, 20, rue du Fort Wallis.

R.C.S. Luxembourg B 124.261.

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue au siège de la société, extraordinairement en date du 11 novembre 2009 à 12.00 heures*

L'assemblée générale décide à l'unanimité de transférer le siège social de L-1740 Luxembourg, 42, rue de Hollerich à L-2714 Luxembourg, 20, rue du Fort Wallis.

Luxembourg, le 11 novembre 2009.

Pour extrait sincère et conforme

Signature

*Un administrateur*

Référence de publication: 2010015094/15.

(100009339) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2010.

---

**G.M. S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2155 Luxembourg, 53, Millewée.

R.C.S. Luxembourg B 140.662.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010015348/10.

(100008747) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2010.

---

**Code Bar S. à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-9168 Mertzig, 13, rue Principale.

R.C.S. Luxembourg B 106.182.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010015350/10.

(100008742) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2010.

---

**Sidro Holding S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1637 Luxembourg, 1, rue Goethe.

R.C.S. Luxembourg B 47.323.

**CLOTURE DE LIQUIDATION**

*Extrait de l'assemblée générale ordinaire du 28 décembre 2009 qui a pris la résolution suivante:*

L'assemblée prononce la clôture de la liquidation et déclare que la société anonyme Sidro Holding S.A., en liquidation, ayant son siège social 1, rue Goethe, L-1637 Luxembourg, a définitivement cessé d'exister, même pour les besoins de la liquidation. Les livres et les documents sociaux seront conservés au dernier siège de la société pendant cinq ans.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2010015092/13.

(100009243) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2010.

---

**Gate Consortium Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 123.228.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 janvier 2010.

Signature.

Référence de publication: 2010014705/11.

(100007897) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 janvier 2010.

---

**HC Luxembourg III S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 117.717.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 janvier 2010.

Vincent Bouffieux.

Référence de publication: 2010014701/10.

(100007916) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 janvier 2010.

---

**Margutta Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.  
R.C.S. Luxembourg B 125.231.

Le bilan au 30.06.2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Société Européenne de Banque S.A.  
Société Anonyme  
*Banque domiciliataire*  
Signatures

Référence de publication: 2010014653/13.

(100008480) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 janvier 2010.

**Arcade Finance S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8070 Bertrange, 10B, rue des Mérovingiens.  
R.C.S. Luxembourg B 73.379.

Les comptes annuels au 28 février 2005 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2010014655/9.

(100008478) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 janvier 2010.

**Sonoma Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2520 Luxembourg, 1, allée Scheffer.  
R.C.S. Luxembourg B 150.654.

STATUTES

In the year two thousand and nine, on the twenty-first day of December.

Before the undersigned Maître Henri Hellinckx, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

Sonoma Investments Group, LLC, a company incorporated and existing under the laws of Delaware, having its registered office at 815-A Brazos Street #228, Austin, Texas 78701, USA, registered with the Delaware Secretary of State under number 4755140,

duly represented by Mrs Christina Grosche, having her professional address in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given on 16 December 2009;

The proxy, after having been signed *in varietur* by the proxy-holder and the undersigned notary, shall remain attached to this deed in order to be registered therewith.

Such appearing party has requested the notary to document the deed of incorporation of a société à responsabilité limitée, which they wish to incorporate and the articles of association of which shall be as follows:

**A. Name - Duration - Purpose - Registered office**

**Art. 1. Name.** There hereby exists among the current owners of the shares and/or anyone who may be a shareholder in the future, a company in the form of a société à responsabilité limitée under the name of "Sonoma Holdings S.à r.l." (the "Company").

**Art. 2. Duration.** The Company is incorporated for an unlimited duration. It may be dissolved at any time and without cause by a resolution of the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

**Art. 3. Purpose.**

3.1 The Company's purpose is the creation, holding, development and realisation of a portfolio, consisting of interests and rights of any kind and of any other form of investment in entities of the Grand Duchy of Luxembourg and in foreign entities, whether such entities exist or are to be created, especially by way of subscription, acquisition by purchase, sale or exchange of securities or rights of any kind whatsoever, such as any equity instruments, debt instruments, patents and licenses, as well as the administration and control of such portfolio.

3.2 The Company may further:



- grant any form of security for the performance of any obligations of the Company or of any entity, including but not limited to entities in which it holds a direct or indirect interest or right of any kind or in which the Company has invested in any other manner or which forms part of the same group of entities as the Company, or of any director or any other officer or agent of the Company or of any entity, in which it holds a direct or indirect interest or right of any kind or in which the Company has invested in any other manner or which forms part of the same group of entities as the Company, to the extent the granting of such securities remains within the boundaries of the Company's corporate interest; and

- lend funds or otherwise assist any entity, in which it holds a direct or indirect interest or right of any kind or in which the Company has invested in any other manner or which forms part of the same group of entities as the Company.

3.3 The Company may carry out all transactions, which directly or indirectly serve its purpose. Within such purpose, the Company may especially:

- raise funds through borrowing in any form or by issuing any securities or debt instruments, including bonds, by accepting any other form of investment or by granting any rights of whatever nature, subject to the terms and conditions of the law;

- participate in the incorporation, development and/or control of any entity in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad; and

- act as a partner/shareholder with unlimited or limited liability for the debts and obligations of any Luxembourg or foreign entities.

#### **Art. 4. Registered office.**

4.1 The Company's registered office is established in the city of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

4.2 Within the same municipality, the Company's registered office may be transferred by a resolution of the board of managers.

4.3 It may be transferred to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

4.4 Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of managers.

### **B. Share capital - Shares - Register of shareholders - Ownership and Transfer of shares**

#### **Art. 5. Share capital.**

5.1 The Company's share capital is set at fifty thousand Euro (EUR 50,000), consisting of fifty thousand (50,000) shares having a par value of one Euro (EUR 1) each.

5.2 Under the terms and conditions provided by law, the Company's share capital may be increased or reduced by a resolution of the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

#### **Art. 6. Shares.**

6.1 The Company's share capital is divided into shares, each of them having the same par value.

6.2 The Company may have one or several shareholders, with a maximum number of forty (40), unless otherwise provided by law.

6.3 A shareholder's right in the Company's assets and profits shall be proportional to the number of shares held by him/her/it in the Company's share capital.

6.4 The death, legal incapacity, dissolution, bankruptcy or any other similar event regarding the sole shareholder, as the case may be, or any other shareholder shall not cause the Company's dissolution.

6.5 The Company may repurchase or redeem its own shares under the condition that the repurchased or redeemed shares be immediately cancelled and the share capital reduced accordingly.

6.6 The Company's shares are in registered form.

#### **Art. 7. Register of shareholders.**

7.1 A register of shareholders will be kept at the Company's registered office, where it will be available for inspection by any shareholder. This register of shareholders will in particular contain the name of each shareholder, his/her/its residence or registered or principal office, the number of shares held by such shareholder, any transfer of shares, the date of notification to or acceptance by the Company of such transfer pursuant to these articles of association as well as any security rights granted on shares.

7.2 Each shareholder will notify the Company by registered letter his/her/its address and any change thereof. The Company may rely on the last address of a shareholder received by it.

#### **Art. 8. Ownership and transfer of shares.**

8.1 Proof of ownership of shares may be established through the recording of a shareholder in the register of shareholders. Certificates of the recordings in the register of shareholders will be issued and signed by the chairman of the board of managers, by any two of its members or by the sole manager, as the case may be, upon request and at the expense of the relevant shareholder.

8.2 The Company will recognise only one holder per share. In case a share is owned by several persons, they must designate a single person to be considered as the sole owner of that share in relation to the Company. The Company is entitled to suspend the exercise of all rights attached to a share held by several owners until one owner has been designated.

8.3 The Company's shares are freely transferable among existing shareholders. Inter vivos, they may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by the shareholders, including the transferor, representing in the aggregate seventy-five per cent (75%) of the share capital at least. Unless otherwise provided by law, the shares may not be transmitted by reason of death to non-shareholders, except with the approval of shareholders representing in the aggregate seventy-five per cent (75%) of the voting rights of the surviving shareholders at least.

8.4 Any transfer of shares will need to be documented through a transfer agreement in writing under private deed or in notarized form, as the case may be, and such transfer will become effective towards the Company and third parties upon notification of the transfer to or upon the acceptance of the transfer by the Company, following which any member of the board of managers may record the transfer in the register of shareholders.

8.5 The Company, through any of its managers, may also accept and enter into the register of shareholders any transfer referred to in any correspondence or in any other document which establishes the transferor's and the transferee's consent.

### **C. General meeting of shareholders**

#### **Art. 9. Powers of the general meeting of shareholders.**

9.1 The Shareholders exercise their collective rights in the general meeting of shareholders, which constitutes one of the Company's corporate bodies.

9.2 If the Company has only one shareholder, such shareholder shall exercise the powers of the general meeting of shareholders. In such case and to the extent applicable and where the term "sole shareholder" is not expressly mentioned in these articles of association, a reference to the "general meeting of shareholders" used in these articles of association is to be construed as being a reference to the "sole shareholder".

9.3 The general meeting of shareholders is vested with the powers expressly reserved to it by law and by these articles of association.

9.4 In case of plurality of shareholders and if the number of shareholders does not exceed twenty-five (25), instead of holding general meetings of shareholders, the shareholders may also vote by resolution in writing, subject to the terms and conditions of the law. To the extent applicable, the provisions of these articles of association regarding general meetings of shareholders shall apply with respect to such vote by resolution in writing.

#### **Art. 10. Convening general meetings of shareholders.**

10.1 The general meeting of shareholders of the Company may at any time be convened by the board of managers, by the statutory auditor(s), if any, or by shareholders representing in the aggregate more than fifty per cent (50%) of the Company's share capital, as the case may be, to be held at such place and on such date as specified in the notice of such meeting.

10.2 In case the Company has more than twenty-five (25) shareholders, an annual general meeting must be held in the municipality where the Company's registered office is located or at such other place as may be specified in the notice of such meeting. The annual general meeting of shareholders must be convened within a period of six (6) months from closing the Company's accounts.

10.3 The convening notice for any general meeting of shareholders must contain the agenda of the meeting, the place, date and time of the meeting, and such notice is to be sent to each shareholder by registered letter at least eight (8) days prior to the date scheduled for the meeting.

10.4 If all the shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the general meeting of shareholders may be held without prior notice.

#### **Art. 11. Conduct of general meetings of shareholders - Vote by resolution in writing.**

11.1 A board of the meeting shall be formed at any general meeting of shareholders, composed of a chairman, a secretary and a scrutineer, each of whom shall be appointed by the general meeting of shareholders and who need neither be shareholders, nor members of the board of managers. The board of the meeting shall especially ensure that the meeting is held in accordance with applicable rules and, in particular, in compliance with the rules in relation to convening, majority requirements, vote tallying and representation of shareholders.

11.2 An attendance list must be kept at any general meeting of shareholders.

11.3 Quorum and vote

11.3.1 Each share entitles to one (1) vote.

11.3.2 Unless otherwise provided by law or by these articles of association, resolutions of the shareholders are validly passed when adopted by shareholders representing more than fifty per cent (50%) of the Company's share capital on first call. If such majority has not been reached on first call, the shareholders shall be convened or consulted for a second

time. On second call, the resolutions will be validly adopted with a majority of votes validly cast, regardless of the portion of capital represented.

11.4 A shareholder may act at any general meeting of shareholders by appointing another person, shareholder or not, as his/her/its proxy in writing by a signed document transmitted by mail, facsimile, electronic mail or by any other means of communication, a copy of such appointment being sufficient proof thereof. One person may represent several or even all shareholders.

11.5 Any shareholder who participates in a general meeting of shareholders by conference-call, video-conference or by any other means of communication which allow such shareholder's identification and which allow that all the persons taking part in the meeting hear one another on a continuous basis and may effectively participate in the meeting, is deemed to be present for the computation of quorum and majority.

11.6 The board of managers may determine all other conditions that must be fulfilled by the shareholders for them to take part in any general meeting of shareholders.

**Art. 12. Amendment of the articles of association.** Subject to the terms and conditions provided by law, these articles of association may be amended by a resolution of the general meeting of shareholders, adopted by a (i) majority of shareholders (ii) representing in the aggregate seventy-five per cent (75%) of the share capital at least.

**Art. 13. Minutes of general meetings of shareholders.**

13.1 The board of any general meeting of shareholders shall draw minutes of the meeting which shall be signed by the members of the board of the meeting as well as by any shareholder who requests to do so.

13.2 The sole shareholder, as the case may be, shall also draw and sign minutes of his/her/its resolutions.

13.3 Any copy and excerpt of such original minutes to be produced in judicial proceedings or to be delivered to any third party, shall be certified conforming to the original by the notary having had custody of the original deed, in case the meeting has been recorded in a notarial deed, or shall be signed by the chairman of the board of managers, by any two of its members or by the sole manager, as the case may be.

## D. Management

**Art. 14. Powers of the board of managers.**

14.1 The Company shall be managed by one or several managers, who need not be shareholders of the Company. In case of plurality of managers, the managers shall form a board of managers being the corporate body in charge of the Company's management and representation. The Company may have several classes of managers. To the extent applicable and where the term "sole manager" is not expressly mentioned in these articles of association, a reference to the "board of managers" used in these articles of association is to be construed as being a reference to the "sole manager".

14.2 The board of managers is vested with the broadest powers to take any actions necessary or useful to fulfill the corporate object, with the exception of the actions reserved by law or by these articles of association to the shareholder (s).

14.3 The Company's daily management and the Company's representation in connection with such daily management may be delegated to one or several managers or to any other person, shareholder or not, acting alone or jointly as agent of the Company. Their appointment, revocation and powers shall be determined by a resolution of the board of managers.

14.4 The Company may also grant special powers by notarised proxy or private instrument to any persons acting alone or jointly as agents of the Company.

**Art. 15. Composition of the board of managers.** The board of managers must choose from among its members a chairman of the board of managers. It may also choose a secretary, who needs neither be a shareholder, nor a member of the board of managers.

**Art. 16. Election and Removal of managers and Term of the office.**

16.1 Managers shall be elected by the general meeting of shareholders, which shall determine their remuneration and term of the office.

16.2 Any manager may be removed at any time, without notice and without cause by the general meeting of shareholders. A manager, who is also shareholder of the Company, shall not be excluded from voting on his/her/its own revocation.

16.3 Any manager shall hold office until its/his/her successor is elected. Any manager may also be re-elected for successive terms.

**Art. 17. Convening meetings of the board of managers.**

17.1 The board of managers shall meet upon call by its chairman or by any two (2) of its members at the place indicated in the notice of the meeting as described in the next paragraph.

17.2 Written notice of any meeting of the board of managers must be given to the managers twenty-four (24) hours at least in advance of the date scheduled for the meeting by mail, facsimile, electronic mail or any other means of communication, except in case of emergency, in which case the nature and the reasons of such emergency must be indicated in the notice. Such convening notice is not necessary in case of assent of each manager in writing by mail, facsimile,

electronic mail or by any other means of communication, a copy of such signed document being sufficient proof thereof. Also, a convening notice is not required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers. No convening notice shall furthermore be required in case all members of the board of managers are present or represented at a meeting of the board of managers or in the case of resolutions in writing pursuant to these articles of association.

**Art. 18. Conduct of meetings of the board of managers.**

18.1 The chairman of the board of managers shall preside at all meeting of the board of managers. In his/her/its absence, the board of managers may appoint another manager as chairman pro tempore.

18.2 Quorum

The board of managers can deliberate or act validly only if at least half of its members are present or represented at a meeting of the board of managers.

18.3 Vote

Resolutions are adopted with the approval of a majority of votes of the members present or represented at a meeting of the board of managers. The chairman shall not have a casting vote.

18.4 Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing any other manager as his/her/its proxy in writing by mail, facsimile, electronic mail or by any other means of communication, a copy of the appointment being sufficient proof thereof. Any manager may represent one or several of his/her/its colleagues.

18.5 Any manager who participates in a meeting of the board of managers by conference-call, video-conference or by any other means of communication which allow such manager's identification and which allow that all the persons taking part in the meeting hear one another on a continuous basis and may effectively participate in the meeting, is deemed to be present for the computation of quorum and majority. A meeting of the board of managers held through such means of communication is deemed to be held at the Company's registered office.

18.6 The board of managers may unanimously pass resolutions in writing which shall have the same effect as resolutions passed at a meeting of the board of managers duly convened and held. Such resolutions in writing are passed when dated and signed by all managers on a single document or on multiple counterparts, a copy of a signature sent by mail, facsimile, e-mail or any other means of communication being sufficient proof thereof. The single document showing all the signatures or the entirety of signed counterparts, as the case may be, will form the instrument giving evidence of the passing of the resolutions, and the date of such resolutions shall be the date of the last signature.

18.7 Any manager who has, directly or indirectly, a proprietary interest in a transaction submitted to the approval of the board of managers which conflicts with the Company's interest, must inform the board of managers of such conflict of interest and must have his/her/its declaration recorded in the minutes of the board meeting. The relevant manager may not take part in the discussions on and may not vote on the relevant transaction. Where the Company has a sole manager and the sole manager has, directly or indirectly, a proprietary interest in a transaction entered into between the sole manager and the Company, which conflicts with the Company's interest, such conflicting interest must be disclosed in the minutes recording the relevant transaction. This article 18.7 shall not be applicable to current operations entered into under normal conditions.

**Art. 19. Minutes of meetings of the board of managers.**

19.1 The secretary, or if no secretary has been appointed, the chairman, shall draw minutes of any meeting of the board of managers, which shall be signed by the chairman and by the secretary, as the case may be.

19.2 The sole manager, as the case may be, shall also draw and sign minutes of his/her/its resolutions.

19.3 Any copy and excerpt of any such original minutes to be produced in judicial proceedings or to be delivered to any third party shall be signed by the chairman of the board of managers, by any two of its members or by the sole manager, as the case may be.

**Art. 20. Dealings with third parties.** The Company will be bound towards third parties in all circumstances by the signature of the sole manager or by the joint signatures or by the sole signature of any person(s) to whom such signatory power has been delegated by the board of managers or by the sole manager. The Company will be bound towards third parties by the signature of any agent(s) to whom the power in relation to the Company's daily management has been delegated acting alone or jointly, subject to the rules and the limits of such delegation.

**E. Supervision**

**Art. 21. Statutory auditor(s) - Independent auditor(s).**

21.1 In case the Company has more than twenty-five (25) shareholders, its operations shall be supervised by one or several statutory auditors, who may be shareholders or not.

21.2 The general meeting of shareholders shall determine the number of statutory auditors, shall appoint them and shall fix their remuneration and term of the office. A former or current statutory auditor may be reappointed by the general meeting of shareholders.

21.3 Any statutory auditor may be removed at any time, without notice and without cause by the general meeting of shareholders.

21.4 The statutory auditors have an unlimited right of permanent supervision and control of all operations of the Company.

21.5 The statutory auditors may be assisted by an expert in order to verify the Company's books and accounts. Such expert must be approved by the Company.

21.6 In case of plurality of statutory auditors, they will form a board of statutory auditors, which must choose from among its members a chairman. It may also choose a secretary, who needs neither be a shareholder, nor a statutory auditor. Regarding the convening and conduct of meetings of the board of statutory auditors the rules provided in these articles of association relating to the convening and conduct of meetings of the board of managers shall apply.

21.7 If the Company exceeds two (2) of the three (3) criteria provided for in the first paragraph of article 35 of the law of 19 December 2002 regarding the Trade and Companies Register and the accounting and annual accounts of undertakings for the period of time as provided in article 36 of the same law, the statutory auditors will be replaced by one or several independent auditors, chosen among the members of the Institut des réviseurs d'entreprises, to be appointed by the general meeting of shareholders, which determines the duration of his/her/their office.

## F. Financial year - Profits - Interim dividends

**Art. 22. Financial year.** The Company's financial year shall begin on first January of each year and shall terminate on thirty-first December of the same year.

### Art. 23. Profits.

23.1 From the Company's annual net profits five per cent (5%) at least shall be allocated to the Company's legal reserve. This allocation shall cease to be mandatory as soon and as long as the aggregate amount of the Company's reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's share capital.

23.2 Sums contributed to the Company by a shareholder may also be allocated to the legal reserve, if the contributing shareholder agrees with such allocation.

23.3 In case of a share capital reduction, the Company's legal reserve may be reduced in proportion so that it does not exceed ten per cent (10%) of the share capital.

23.4 Under the terms and conditions provided by law and upon recommendation of the board of managers, the general meeting of shareholders will determine how the remainder of the Company's annual net profits will be used in accordance with the law and these articles of association.

### Art. 24 Interim dividends - Share premium.

24.1 The board of managers or the general meeting of shareholders may proceed to the payment of interim dividends, under the reservation that (i) interim accounts have been drawn-up showing that sufficient funds are available, (ii) the amount to be distributed does not exceed total profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, plus any profits carried forward and sums drawn from reserves available for this purpose, less losses carried forward and any sums to be placed to reserve pursuant to the requirements of the law or of these articles of association and (iii) the Company's auditor, if any, has stated in his/her report to the board of managers that the first two conditions have been satisfied.

24.2 The share premium, if any, may be freely distributed to the shareholder(s) by a resolution of the shareholder(s) or of the manager(s), subject to any legal provisions regarding the inalienability of the share capital and of the legal reserve.

## G. Liquidation

**Art. 25. Liquidation.** In the event of the Company's dissolution, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators, individuals or legal entities, appointed by the general meeting of shareholders resolving on the Company's dissolution which shall determine the liquidators'/liquidator's powers and remuneration.

## H. Governing law

**Art. 26. Governing law.** These articles of association shall be construed and interpreted under and shall be governed by Luxembourg law. All matters not governed by these articles of association shall be determined in accordance with the law of 10 August 1915 governing commercial companies, as amended.

### *Transitional provisions*

1) The Company's first financial year shall begin on the date of the Company's incorporation and shall end on 31 December 2010.

2) Interim dividends may also be made during the Company's first financial year.

### *Subscription and Payment*

The subscriber has subscribed the shares to be issued as follows:

1) Sonoma Investments Group, LLC, aforementioned,  
paid fifty thousand Euro (EUR 50,000) in subscription for fifty thousand (50,000) shares; and

All the shares have been entirely paid-in in cash, so that the amount of fifty thousand Euro (EUR 50,000) is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

#### *Expenses*

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever incurred by the Company or which shall be borne by the Company in connection with its incorporation are estimated to be EUR 2,000.-.

#### *Meeting of the sole shareholders*

The incorporating shareholder, representing the Company's entire share capital, has immediately proceeded to a general meeting of the sole shareholder. The general meeting of the sole shareholder has passed the following resolutions:

1. The number of managers is fixed at one (1).
2. The following person is appointed as sole manager of the Company:  
- Mr. Paul Jacobson, born on 7 May 1979 in Washington, D.C., USA, having his professional address at 1, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg.
3. The manager shall be appointed for an indefinite period.
4. The address of the Company's registered office is set at 1, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that, on request of the appearing person, this deed is worded in English followed by a German translation. On the request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the German text, the English version will be prevailing.

Whereof this notarial deed was drawn up in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy-holder of the appearing person, the proxy-holder signed together with the notary, this original deed.

#### **Es folgt die deutsche Übersetzung des vorangehenden Textes**

Im Jahre zweitausendundneun, den einundzwanzigsten Dezember.

Vor dem unterzeichneten Notar Henri HELLINCKX, Notar, mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

Ist erschienen:

Sonoma Investments Group, LLC, eine gemäß dem Delaware Recht gegründete und existente Gesellschaft mit eingetragenem Sitz in 815-A Brazos Street #228, Austin, Texas, USA, eingetragen unter dem Delaware Secretary of State unter der Nummer 4755140,

ordnungsgemäß vertreten durch Frau Christina Grosche, mit beruflicher Adresse in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, kraft einer am sechzehnten Dezember erteilten Vollmacht; Nachdem die Vollmacht durch den Bevollmächtigten und den unterzeichneten Notar ne varietur unterzeichnet worden sind, soll diese dieser Urkunde angehängt bleiben, um mit derselben eingetragen zu werden.

Solch erschienene Partei hat den Notar ersucht, die Gründungsurkunde einer société à responsabilité limitée aufzunehmen, welche sie gründen möchte und deren Gesellschaftsvertrag folgendermaßen lauten soll:

#### **A. Firma - Dauer - Zweck - Eingetragener Sitz**

**Art. 1. Firma.** Hierdurch besteht zwischen den derzeitigen Inhabern der Anteile und/oder jeder anderen Person, die künftig Gesellschafter sein wird, eine Gesellschaft in Form einer société à responsabilité limitée unter der Firma "Sonoma Holdings S.à r.l." (die "Gesellschaft").

**Art. 2. Dauer.** Die Gesellschaft wird auf unbestimmte Zeit gegründet. Sie kann jederzeit und ohne Grund durch einen Beschluss der Gesellschafterversammlung aufgelöst werden, welcher in der Weise gefasst wird wie es für eine Änderung dieses Gesellschaftsvertrags erforderlich ist.

#### **Art. 3. Zweck.**

3.1 Gesellschaftszweck ist die Erschaffung, das Halten, die Entwicklung und Realisation eines Portfolios bestehend aus Beteiligungen und Rechten jeglicher Art und jeder anderen Form von Investment in bestehenden oder zu gründenden Rechtsgebilden im Großherzogtum Luxemburg und im Ausland vor allem durch Zeichnung, käuflichen Erwerb, Verkauf oder Tausch von Wertpapieren oder Rechten jeglicher Art wie zum Beispiel von eigenkapitalähnlichen Instrumenten, Schuldsinstrumenten, Patenten und Lizenzen sowie die Verwaltung und Kontrolle eines solchen Portfolios.

3.2 Die Gesellschaft kann außerdem:

- jede Art von Sicherheit für die Erfüllung jeglicher eigener Verbindlichkeiten oder von Verbindlichkeiten jedes Rechtsgebildes, einschließlich aber nicht beschränkt auf Rechtsgebilde in welchem sie eine direkte oder indirekte Beteiligung oder Rechte jeglicher Art hält oder in welches sie auf andere Weise investiert hat oder welches derselben Unternehmensgruppe angehört wie die Gesellschaft, oder von Verbindlichkeiten jedes beliebigen Geschäftsführers oder jedes anderen Organs oder Befugten der Gesellschaft oder eines Rechtsgebildes, in welchem sie eine direkte oder indirekte Beteiligung oder Rechte jeglicher Art hält oder in welches sie auf andere Weise investiert hat oder welches derselben



Unternehmensgruppe angehört wie die Gesellschaft, gewähren, unter der Bedingung dass das Gewähren von solchen Sicherheiten dem Gesellschaftsinteresse entspricht; und

- jedem Rechtsgebilde, in welchem sie eine direkte oder indirekte Beteiligung oder Rechte jeglicher Art hält oder in welches sie auf andere Weise investiert hat oder welches derselben Unternehmensgruppe angehört wie die Gesellschaft, Finanzmittel leihen oder dieses anderweitig unterstützen.

3.3 Die Gesellschaft kann jedwede Transaktionen vornehmen, welche direkt oder indirekt ihrem Zweck dienen. Innerhalb dieses Zwecks kann die Gesellschaft insbesondere:

- Finanzmittel beschaffen, insbesondere durch Leihen in jeglicher Form oder durch Herausgabe jedes beliebigen Wertpapiers oder Schuldpapiers, einschließlich Obligationsscheinen, durch Annahme jedes anderen Investments oder durch Gewährung jedes beliebigen Rechts;

- sich an der Gründung, Entwicklung und/oder Kontrolle jedes Rechtsgebildes im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland beteiligen; und

- als Partner/Gesellschafter mit unbeschränkter oder beschränkter Haftung für Schulden und Verbindlichkeiten jedes beliebigen Luxemburger oder ausländischen Rechtsgebildes handeln.

#### **Art. 4. Sitz.**

4.1 Der eingetragene Sitz der Gesellschaft ist in der Stadt Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

4.2 Innerhalb derselben Gemeinde kann der eingetragene Gesellschaftssitz durch einen Beschluss des Geschäftsführerrats verlegt werden.

4.3 Er kann durch Beschluss der Gesellschafterversammlung in jede andere Gemeinde des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden, welcher in der Weise gefasst wird wie es für eine Änderung dieses Gesellschaftsvertrags erforderlich ist.

4.4 Zweigniederlassungen oder andere Geschäftsstellen können im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland durch einen Beschluss des Geschäftsführerrats errichtet werden.

### **B. Stammkapital - Geschäftsanteile - Gesellschafterverzeichnis - Eigentum an und Übertragung von Geschäftsanteilen**

#### **Art. 5. Stammkapital.**

5.1 Das Stammkapital der Gesellschaft beträgt fünfzigtausend Euro (EUR 50.000) bestehend aus fünfzigtausend (50.000) Geschäftsanteilen mit einem Nominalwert von einem Euro (EUR 1) pro Geschäftsanteil.

5.2 Unter den gesetzlichen Bedingungen kann das Stammkapital der Gesellschaft durch einen Beschluss der Gesellschafterversammlung, welcher in der Weise gefasst wird wie es für eine Änderung dieses Gesellschaftsvertrags erforderlich ist, erhöht oder herabgesetzt werden.

#### **Art. 6. Geschäftsanteile.**

6.1 Das Stammkapital der Gesellschaft ist in Geschäftsanteile mit jeweils demselben Nominalwert aufgeteilt.

6.2 Die Gesellschaft kann einen oder mehrere Gesellschafter haben, wobei die Anzahl der Gesellschafter auf vierzig (40) beschränkt ist, sofern sich nicht aus dem Gesetz etwas anderes ergibt.

6.3 Das Recht eines Gesellschafters auf das Vermögen und die Gewinne der Gesellschaft ist proportional zu der Anzahl der von ihm im Stammkapital der Gesellschaft gehaltenen Geschäftsanteile.

6.4 Durch den Tod, die Geschäftsunfähigkeit, die Auflösung, den Konkurs oder ein anderes ähnliches Ereignis betreffend den alleinigen Gesellschafter, falls anwendbar, oder jeden anderen Gesellschafter soll die Gesellschaft nicht aufgelöst werden.

6.5 Die Gesellschaft kann ihre eigenen Geschäftsanteile zurückkaufen oder zurücknehmen, vorausgesetzt, die zurückgekauften oder zurückgenommenen Geschäftsanteile werden sofort gelöscht und das Stammkapital entsprechend herabgesetzt.

6.6 Die Geschäftsanteile der Gesellschaft werden in eingetragener Form ausgegeben.

#### **Art. 7. Gesellschafterverzeichnis.**

7.1 Am eingetragenen Sitz der Gesellschaft wird ein Gesellschafterverzeichnis aufbewahrt, wo es durch jeden Gesellschafter eingesehen werden kann. Dieses Gesellschafterverzeichnis enthält insbesondere den Namen jedes Gesellschafters, seinen Wohnsitz oder eingetragenen Sitz oder Hauptsitz, die Anzahl der von diesem Gesellschafter gehaltenen Geschäftsanteile, jede Übertragung von Geschäftsanteilen, das Datum der Mitteilung einer solchen Übertragung an die Gesellschaft oder das Datum des Einverständnisses der Gesellschaft zu einer solchen Übertragung entsprechend diesem Gesellschaftsvertrag sowie jedes über Geschäftsanteile gewährte Sicherungsrecht.

7.2 Jeder Gesellschafter wird der Gesellschaft durch Einschreiben seine Adresse und jede diesbezügliche Änderung mitteilen. Die Gesellschaft kann sich auf die zuletzt von ihr erhaltene Adresse eines Gesellschafters berufen.

#### **Art. 8. Eigentum an und Übertragung von Geschäftsanteilen.**

8.1 Der Beweis des Eigentums an Geschäftsanteilen kann aufgrund der Eintragung eines Gesellschafters im Gesellschafterverzeichnis erbracht werden. Auf Ersuchen und auf Kosten eines Gesellschafters werden Zertifikate dieser

Eintragungen je nach Lage des Falles vom Präsidenten des Geschäftsführerrats, von zwei beliebigen seiner Mitglieder oder vom alleinigen Geschäftsführer herausgegeben und unterzeichnet.

8.2 Die Gesellschaft erkennt lediglich einen Inhaber pro Geschäftsanteil an. Wenn ein Geschäftsanteil mehreren Personen gehört, müssen sie eine einzelne Person bezeichnen, welche im Verhältnis zur Gesellschaft als Alleineigentümer des Geschäftsanteils angesehen werden kann. Die Gesellschaft ist berechtigt, die Ausübung aller mit einem im Eigentum mehrerer Personen stehenden Geschäftsanteil verbundenen Rechte auszusetzen bis ein einziger Eigentümer bezeichnet worden ist.

8.3 Die Geschäftsanteile der Gesellschaft sind unter bestehenden Gesellschaftern frei übertragbar. Sie können unter Lebenden nur mit der durch insgesamt mindestens fünfundsiebzig Prozent (75%) des Stammkapitals repräsentierenden Gesellschafter, einschließlich dem Zedenten, erteilten Einwilligung auf neue Gesellschafter übertragen werden. Soweit gesetzlich nicht anders vorgesehen, können die Geschäftsanteile von Todes wegen auf Nicht-Gesellschafter nur mit Einwilligung der Gesellschafter übertragen werden, die insgesamt mindestens fünfundsiebzig Prozent (75%) der Stimmrechte der überlebenden Gesellschafter repräsentieren.

8.4 Jede Übertragung von Geschäftsanteilen muss durch einen schriftlichen Übertragungsvertrag je nach Lage des Falles in privatschriftlicher oder notarieller Form dokumentiert werden, und eine solche Übertragung wird gegenüber der Gesellschaft und Dritten durch die Mitteilung der Übertragung an die Gesellschaft oder das Einverständnis der Gesellschaft zur Übertragung wirksam, woraufhin jedes beliebige Mitglied des Geschäftsführerrats die Übertragung in das Gesellschafterverzeichnis eintragen kann.

8.5 Die Gesellschaft kann durch jeden einzelnen ihrer Geschäftsführer auch einer solchen Übertragung zustimmen und diese ins Gesellschafterverzeichnis eintragen, auf welche in einer Korrespondenz oder in einem beliebigen anderen Dokument Bezug genommen wird, aus welchem die Einigung des Zedenten und des Zessionars hervorgeht.

### **C. Gesellschafterversammlung**

#### **Art. 9. Befugnisse der Gesellschafterversammlung.**

9.1 Die Gesellschafter üben ihre kollektiven Rechte in der Gesellschafterversammlung aus, welche eines der Organe der Gesellschaft bildet.

9.2 Wenn die Gesellschaft nur über einen einzelnen Gesellschafter verfügt, übt dieser die Befugnisse der Gesellschafterversammlung aus. In einem solchen Fall, soweit anwendbar und wo der Begriff "alleiniger Gesellschafter" nicht ausdrücklich in diesem Gesellschaftsvertrag erwähnt ist, soll ein in diesem Gesellschaftsvertrag genannter Verweis auf die "Gesellschafterversammlung" als Verweis auf den „alleinigen Gesellschafter" gelesen werden.

9.3 Die Gesellschafterversammlung hat die ihr durch Gesetz oder durch diesen Gesellschaftsvertrag ausdrücklich verliehenen Befugnisse.

9.4 Im Falle mehrerer Gesellschafter und falls die Zahl der Gesellschafter fünfundzwanzig (25) nicht übersteigt, können, statt Gesellschafterversammlungen abzuhalten, die Gesellschafter unter den gesetzlichen Bedingungen auch durch schriftlichen Beschluss abstimmen. In diesem Fall sollen, soweit anwendbar, die Bestimmungen dieses Gesellschaftsvertrags betreffend Gesellschafterversammlungen hinsichtlich einer solchen Abstimmung durch schriftlichen Beschluss Anwendung finden.

#### **Art. 10. Einberufung der Gesellschafterversammlung.**

10.1 Die Gesellschafterversammlung kann jederzeit je nach Lage des Falles durch den Geschäftsführerrat, den/die satzungsmäßigen Buchprüfer, falls vorhanden, oder durch Gesellschafter, die insgesamt mindestens fünfzig Prozent (50%) des Stammkapitals der Gesellschaft repräsentieren, einberufen werden, wobei die Versammlung an dem in der Ladung angegebenen Ort und Datum abgehalten wird.

10.2 Wenn die Gesellschaft mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschafter hat, muss eine jährliche Gesellschafterversammlung in der Gemeinde, in der sich der eingetragene Sitz der Gesellschaft befindet, oder an jedem anderen Ort wie er sich aus der Ladung ergibt, abgehalten werden. Die jährliche Gesellschafterversammlung muss innerhalb eines Zeitraums von sechs (6) Monaten nach Abschluss der Gesellschaftskonten einberufen werden.

10.3 Die Ladung zu jeder Gesellschafterversammlung muss die Tagesordnung, den Ort, das Datum und die Uhrzeit der Versammlung enthalten und ist per Einschreiben mindestens acht (8) Tage vor dem für die Versammlung anberaumten Datum an jeden Gesellschafter abzusenden.

10.4 Wenn an einer Gesellschafterversammlung alle Gesellschafter anwesend oder vertreten sind und erklären, dass sie ordnungsgemäß über die Tagesordnung der Versammlung informiert worden sind, kann die Gesellschafterversammlung ohne vorherige Ladung abgehalten werden.

#### **Art. 11. Abhalten von Gesellschafterversammlungen - Abstimmung durch schriftlichen Beschluss.**

11.1 In jeder Gesellschafterversammlung soll ein Rat der Versammlung gebildet werden bestehend aus einem Präsidenten, einem Sekretär und einem Prüfer, von denen jeder einzelne durch die Gesellschafterversammlung ernannt wird und welche weder Gesellschafter noch Mitglieder der Geschäftsführung sein müssen. Der Rat der Versammlung soll insbesondere sicherstellen, dass die Versammlung gemäß den anwendbaren Regeln und speziell im Einklang mit den Regeln über Ladung, Mehrheitserfordernisse, Stimmauszählung und Vertretung von Gesellschaftern abgehalten wird.

11.2 In jeder Gesellschafterversammlung muss eine Anwesenheitsliste geführt werden.

11.3 Quorum und Stimmabgabe

11.3.1 Jeder Geschäftsanteil gewährt eine (1) Stimme.

11.3.2 Sofern sich aus dem Gesetz oder aus diesem Gesellschaftsvertrag nicht etwas anderes ergibt, werden Gesellschafterbeschlüsse bei der ersten Abstimmung wirksam gefasst, wenn sie von Gesellschaftern angenommen werden, welche mehr als fünfzig Prozent (50%) des Stammkapitals der Gesellschaft repräsentieren. Wenn diese Mehrheit bei der ersten Abstimmung nicht erreicht worden ist, werden die Gesellschafter ein zweites Mal geladen oder befragt. Bei der zweiten Abstimmung werden die Beschlüsse ungeachtet des vertretenen Anteils am Kapital mit einer Mehrheit der gültig abgegebenen Stimmen wirksam gefasst.

11.4 Ein Gesellschafter kann an jeder beliebigen Gesellschafterversammlung teilnehmen, indem er eine andere Person, Gesellschafter oder nicht, durch ein unterzeichnetes Dokument, das auf dem Postweg, per Faxschreiben, per E-Mail oder durch jedwedes andere Kommunikationsmittel übermittelt wird, schriftlich bevollmächtigt, wobei eine Kopie einer solchen Bevollmächtigung hinreichender Beweis dafür ist. Eine Person kann mehrere oder sogar alle Gesellschafter vertreten.

11.5 Es wird vermutet, dass ein Gesellschafter, der an einer Gesellschafterversammlung durch Telefonkonferenz, Videokonferenz oder durch ein anderes Kommunikationsmittel teilnimmt, welches es ermöglicht, dass dieser Gesellschafter identifiziert werden kann und dass sich alle Personen, die an der Versammlung teilnehmen, gegenseitig durchgehend hören und sich effektiv an der Versammlung beteiligen können, für die Zusammensetzung von Quorum und Mehrheit anwesend ist.

11.6 Der Geschäftsführerrat kann alle anderen Bedingungen bestimmen, die von den Gesellschaftern erfüllt werden müssen, damit sie an Gesellschafterversammlungen teilnehmen können.

**Art. 12. Änderung des Gesellschaftsvertrags.** Unter den gesetzlichen Bedingungen kann dieser Gesellschaftsvertrag durch einen Beschluss der Gesellschafterversammlung abgeändert werden, welcher von einer (i) Mehrheit der Gesellschafter, (ii) die mindestens insgesamt fünfundsiebzig Prozent (75%) des Stammkapitals der Gesellschaft repräsentieren, gefasst wird.

**Art. 13. Protokoll von Gesellschafterversammlungen.**

13.1 Der Rat der Versammlung muss ein Protokoll der Versammlung aufnehmen, welches von seinen Mitgliedern sowie von jedem Gesellschafter, der das ersucht, unterzeichnet wird.

13.2 Der alleinige Gesellschafter, soweit anwendbar, muss ebenfalls ein Protokoll über die von ihm gefassten Beschlüsse aufnehmen und unterzeichnen.

13.3 Jede Kopie und jeder Auszug solcher originalen Protokolle, welche in Gerichtsverfahren verwendet werden sollen oder welche einem Dritten zugänglich gemacht werden sollen, müssen, wenn die Versammlung in einer notariellen Urkunde aufgenommen wurde, von dem Notar, der die Originalurkunde aufgenommen hat, beglaubigt werden, oder müssen je nach Lage des Falles durch den Präsidenten des Geschäftsführerrats, durch zwei beliebige seiner Mitglieder oder durch den alleinigen Geschäftsführer unterzeichnet werden.

## D. Geschäftsführung

**Art. 14. Befugnisse des Geschäftsführerrats.**

14.1 Die Gesellschaft wird durch einen oder mehrere Geschäftsführer verwaltet, die nicht zugleich Gesellschafter sein müssen. Im Falle von mehreren Geschäftsführern bilden diese einen Geschäftsführerrat, der das zur Geschäftsführung und Vertretung der Gesellschaft befugte Gesellschaftsorgan ist. Die Gesellschaft kann verschiedene Klassen von Geschäftsführern haben. Soweit anwendbar und wo der Begriff "alleiniger Geschäftsführer" nicht ausdrücklich in diesem Gesellschaftsvertrag erwähnt ist, soll ein in diesem Gesellschaftsvertrag genannter Verweis auf den "Geschäftsführerrat" als Verweis auf den „alleinigen Geschäftsführer" gelesen werden.

14.2 Der Geschäftsführerrat verfügt über die weitestgehenden Befugnisse, alle Handlungen vorzunehmen, die zur Erfüllung des Gesellschaftszwecks notwendig oder nützlich sind, mit Ausnahme der durch Gesetz oder durch diesen Gesellschaftsvertrag den Gesellschaftern/dem Gesellschafter vorbehaltenen Handlungen.

14.3 Die Führung des Tagesgeschäfts der Gesellschaft und die Vertretung innerhalb dieser Führung des Tagesgeschäfts können einem oder mehreren Geschäftsführern oder anderen Personen, ob sie Gesellschafter sind oder nicht, allein oder gemeinschaftlich übertragen werden. Ihre Ernennung, Abberufung und ihre Befugnisse werden durch Beschluss des Geschäftsführerrats festgesetzt.

14.4 Die Gesellschaft kann notariell oder durch privatschriftliche Urkunde auch spezielle Vollmachten an jedwede Person erteilen, die alleine oder gemeinschaftlich mit anderen als Beauftragter der Gesellschaft handeln soll.

**Art. 15. Zusammensetzung des Geschäftsführerrats.** Der Geschäftsführerrat muss aus seiner Mitte einen Präsidenten des Geschäftsführerrats wählen. Er kann auch einen Sekretär ernennen, der weder Gesellschafter noch Mitglied des Geschäftsführerrats sein muss.

**Art. 16. Bestellung und Abberufung von Geschäftsführern und Ende der Amtszeit.**

16.1 Geschäftsführer werden durch die Gesellschafterversammlung gewählt, welche deren Bezahlung und Amtszeit festlegt.

16.2 Jeder Geschäftsführer kann jederzeit, fristlos und ohne Grund durch die Gesellschafterversammlung abberufen werden. Ein Geschäftsführer, der zugleich Gesellschafter ist, ist nicht von der Abstimmung über seine eigene Abberufung ausgeschlossen.

16.3 Jeder Geschäftsführer hat sein Amt weiter auszuüben bis sein Nachfolger gewählt wurde. Jeder Geschäftsführer kann auch für aufeinander folgende Zeiträume wiedergewählt werden.

#### **Art. 17. Ladung zu Sitzungen des Geschäftsführerrats.**

17.1 Der Geschäftsführerrat versammelt sich auf Einberufung durch seinen Präsidenten oder durch zwei (2) seiner Mitglieder an dem in der Ladung zur Sitzung angegebenen Ort wie im nächsten Abschnitt beschrieben.

17.2 Die Mitglieder des Geschäftsführerrats müssen mindestens vierundzwanzig (24) Stunden vor dem für die Sitzung anberaumten Datum zu jeder Sitzung des Geschäftsführerrats per Post, Faxschreiben, E-Mail oder durch jedes andere Kommunikationsmittel schriftlich geladen werden, außer im Notfall, in welchem die Art und die Gründe des Notfalls in der Ladung zu bezeichnen sind. Eine Ladung ist nicht notwendig im Falle des schriftlichen und unterzeichneten Einverständnisses jedes Mitglieds des Geschäftsführerrats per Post, Faxschreiben, E-Mail oder durch jedes andere Kommunikationsmittel, wobei eine Kopie dieses unterzeichneten schriftlichen Einverständnisses hinreichender Beweis dafür ist. Auch ist eine Ladung zu Sitzungen des Geschäftsführerrats nicht erforderlich, welche zu einer Zeit und an einem Ort stattfinden sollen wie in einem vorausgehenden Beschluss des Geschäftsführerrats bestimmt. Eine Ladung soll ferner dann nicht erforderlich sein, wenn alle Mitglieder des Geschäftsführerrats anwesend oder vertreten sind, oder im Falle von schriftlichen Umlaufbeschlüssen gemäß diesem Gesellschaftsvertrag.

#### **Art. 18. Verlauf von Sitzungen des Geschäftsführerrats.**

18.1 Sitzungen des Geschäftsführerrats werden durch den Präsidenten des Geschäftsführerrats geleitet. In seiner Abwesenheit kann der Geschäftsführerrat einen anderen Geschäftsführer als vorübergehenden Präsidenten ernennen

##### **18.2 Quorum**

Der Geschäftsführerrat kann nur dann wirksam handeln und abstimmen, wenn mindestens die Hälfte seiner Mitglieder an der Sitzung anwesend oder vertreten ist.

##### **18.3 Abstimmung**

Beschlüsse werden mit der Mehrheit der Stimmen der an einer Sitzung des Geschäftsführerrats anwesenden oder vertretenen Mitglieder gefasst. Der Präsident soll keine entscheidende Stimme haben.

18.4 Ein Mitglied des Geschäftsführerrats kann an einer Sitzung des Geschäftsführerrats teilnehmen, indem es ein anderes Mitglied des Geschäftsführerrats schriftlich per Post, Faxschreiben, E-Mail oder durch jedes andere Kommunikationsmittel bevollmächtigt, wobei eine Kopie der Bevollmächtigung hinreichender Beweis dafür ist. Jedes Mitglied des Geschäftsführerrats kann einen oder mehrere seiner Kollegen vertreten.

18.5 Es wird vermutet, dass ein Mitglied des Geschäftsführerrats, das an einer Sitzung durch Telefonkonferenz, Videokonferenz oder durch ein anderes Kommunikationsmittel teilnimmt, welches es ermöglicht, dass dieses Mitglied identifiziert werden kann und dass sich alle Personen, die an der Sitzung teilnehmen, gegenseitig durchgehend hören und effektiv an der Sitzung teilnehmen können, für die Zusammensetzung von Quorum und Mehrheit anwesend ist. Es wird vermutet, dass eine durch solche Kommunikationsmittel abgehaltene Sitzung am eingetragenen Sitz der Gesellschaft abgehalten wurde.

18.6 Der Geschäftsführerrat kann einstimmig schriftliche Beschlüsse fassen, welche dieselbe Wirkung haben wie in einer ordnungsgemäß geladenen und abgehaltenen Sitzung gefasste Beschlüsse. Solche schriftlichen Beschlüsse sind gefasst, wenn sie durch alle Mitglieder des Geschäftsführerrats auf einem einzigen Dokument oder auf verschiedenen Duplikaten datiert und unterzeichnet worden sind, wobei eine Kopie der Unterschrift, die per Post, per Faxschreiben, per E-Mail oder durch jedes andere Kommunikationsmittel gesendet wurde, hinreichender Beweis dafür ist. Das Dokument, das alle Unterschriften enthält, oder die Gesamtheit aller Duplikate, je nach Lage des Falles, stellt das Schriftstück dar, welches das Fassen der Beschlüsse beweist, und das Datum der letzten Unterschrift gilt als das Datum solcher Beschlüsse.

18.7 Jeder Geschäftsführer, der an einer Transaktion, die dem Geschäftsführerrat zur Entscheidung vorliegt, direkt oder indirekt ein vermögensrechtliches Interesse hat, welches mit dem Interesse der Gesellschaft in Konflikt steht, muss den Geschäftsführerrat über diesen Interessenkonflikt informieren, und seine Erklärung muss im Protokoll der betreffenden Sitzung aufgenommen werden. Der betreffende Geschäftsführer kann weder an der Beratung über die in Frage stehende Transaktion teilnehmen, noch darüber abstimmen. Wenn die Gesellschaft einen einzigen Geschäftsführer hat und dieser Geschäftsführer in einer zwischen ihm und der Gesellschaft geschlossenen Transaktion direkt oder indirekt ein vermögensrechtliches Interesse hat, welches mit dem Interesse der Gesellschaft in Konflikt steht, muss dieser Interessenkonflikt im Protokoll über die betreffende Transaktion aufgenommen werden. Dieser Artikel 18.7 ist nicht anwendbar auf laufende Geschäfte, die unter normalen Bedingungen geschlossen wurden.

#### **Art. 19. Protokoll von Sitzungen des Geschäftsführerrats.**

19.1 Der Sekretär oder, wenn ein solcher nicht ernannt worden ist, der Präsident, soll ein Protokoll über jede Sitzung des Geschäftsführerrats aufnehmen, welches vom Präsidenten und vom Sekretär, falls vorhanden, unterzeichnet wird.

19.2 Der alleinige Geschäftsführer, soweit anwendbar, soll über seine Beschlüsse ebenfalls ein Protokoll aufnehmen.

19.3 Jede Kopie und jeder Auszug solcher originalen Protokolle, die in einem Gerichtsverfahren verwendet werden sollen oder die Dritten zugänglich gemacht werden sollen, sollen, je nach Lage des Falles, vom Präsidenten des Geschäftsführerrats, von zwei beliebigen seiner Mitglieder oder vom alleinigen Geschäftsführer unterzeichnet werden.

**Art. 20. Geschäfte mit Dritten.** Die Gesellschaft wird gegenüber Dritten unter allen Umständen durch die Unterschrift des alleinigen Geschäftsführers oder durch die gemeinsame Unterschrift oder die alleinige Unterschrift jedweder Person (en) gebunden, der/denen eine solche Unterschriftsbefugnis durch den Geschäftsführerrat oder den alleinigen Geschäftsführer übertragen worden ist. Die Gesellschaft wird gemäß den Regeln und in den Grenzen einer Übertragung der Führung des Tagesgeschäfts gegenüber Dritten durch die Unterschrift jedes/aller Beauftragten gebunden, dem/denen die Befugnis in Verbindung mit der Führung des Tagesgeschäfts allein oder gemeinschaftlich übertragen wurde.

## E. Aufsicht

### Art. 21. Satzungsmaßige(r) Buchprüfer - unabhängige(r) Buchprüfer.

21.1 Falls die Gesellschaft mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschafter hat, werden ihre Geschäfte durch einen oder mehrere satzungsmäßigen Buchprüfer beaufsichtigt, welche Gesellschafter sind oder nicht.

21.2 Die Gesellschafterversammlung soll die Anzahl der satzungsmäßigen Buchprüfer bestimmen, sie ernennen und ihre Bezahlung und Amtszeit festlegen. Ein ehemaliger oder derzeitiger satzungsmäßiger Buchprüfer kann von der Gesellschafterversammlung wieder ernannt werden.

21.3 Jeder satzungsmäßige Buchprüfer kann jederzeit fristlos und ohne Grund von der Gesellschafterversammlung abberufen werden.

21.4 Die satzungsmäßigen Buchprüfer haben ein unbegrenztes Recht stetiger Aufsicht und Kontrolle über alle Geschäfte der Gesellschaft.

21.5 Die satzungsmäßigen Buchprüfer können durch einen Experten unterstützt werden, um die Bücher und Konten der Gesellschaft zu prüfen. Dieser Experte muss von der Gesellschaft genehmigt sein.

21.6 Im Falle einer Mehrheit satzungsmäßiger Buchprüfer bilden diese einen Rat satzungsmäßiger Buchprüfer, welcher aus seiner Mitte einen Präsidenten wählen muss. Er kann auch einen Sekretär ernennen, der weder Gesellschafter noch satzungsmäßiger Buchprüfer sein muss. Betreffend die Ladung zu und das Abhalten von Sitzungen des Rats satzungsmäßiger Buchprüfer sollen die in diesem Gesellschaftsvertrag genannten Regeln betreffend die Ladung zu und das Abhalten von Sitzungen des Geschäftsführerrats anwendbar sein.

21.7 Wenn die Gesellschaft zwei (2) der drei (3) im ersten Absatz des Artikels 35 des Gesetzes vom 19. Dezember 2002 betreffend das Handelsregister und die Buchhaltung und den Jahresabschluss von Unternehmen genannten Kriterien während des in Artikel 36 desselben Gesetzes genannten Zeitraums überschreitet, wird/werden der/die satzungsmäßigen Buchprüfer durch einen oder mehrere unabhängige Buchprüfer ersetzt, welcher/welche unter den Mitgliedern des Institut des réviseurs d'entreprises gewählt wird/werden und welcher/welche von der Gesellschafterversammlung ernannt wird/werden, die dessen/deren Amtszeit bestimmt.

## F. Geschäftsjahr - Gewinne - Zwischendividenden

**Art. 22. Geschäftsjahr.** Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Januar jedes Jahres und endet am einunddreißigsten Dezember desselben Jahres.

### Art. 23. Gewinne.

23.1 Vom jährlichen Nettogewinn der Gesellschaft werden mindestens fünf Prozent (5%) der gesetzlichen Rücklage der Gesellschaft zugeführt. Diese Zuführung soll dann nicht mehr verpflichtend sein, sobald und so lange die Gesamtsumme der Rücklage der Gesellschaft zehn Prozent (10%) des Kapitals der Gesellschaft beträgt.

23.2 Die durch einen Gesellschafter an die Gesellschaft erbrachten Einlagen können ebenfalls der gesetzlichen Rücklage zugeführt werden, wenn der einlegende Gesellschafter dieser Zuführung zustimmt.

23.3 Im Falle einer Herabsetzung des Kapitals kann die gesetzliche Rücklage der Gesellschaft im Verhältnis herabgesetzt werden, so dass sie zehn Prozent (10%) des Kapitals nicht übersteigt.

23.4 Unter den gesetzlichen Bedingungen und auf Empfehlung durch den Geschäftsführerrat wird die Gesellschafterversammlung beschließen, wie der verbleibende Rest des jährlichen Nettogewinns der Gesellschaft gemäß dem Gesetz und diesem Gesellschaftsvertrag verwendet werden soll.

### Art. 24. Zwischendividenden - Emissionsagio.

24.1 Der Geschäftsführerrat oder die Gesellschafterversammlung kann Zwischendividenden zahlen unter der Voraussetzung, dass (i) Zwischenkonten erstellt wurden, nach denen genügend Mittel verfügbar sind, (ii) der auszuschüttende Betrag nicht die Gesamtsumme der Gewinne übersteigt, die seit Abschluss des letzten Geschäftsjahres, für welches der Jahresabschluss genehmigt wurde, realisiert worden sind, einschließlich vorgetragener Gewinne und Summen, die aus zu diesem Zweck verfügbaren Rücklagen entnommen wurden, abzüglich vorgetragener Verluste und solcher Summen, die gemäß dem Gesetz oder diesem Gesellschaftsvertrag der Reserve zuzuführen sind, und (iii) der Buchprüfer der Gesellschaft, falls vorhanden, in seinem Bericht an den Geschäftsführerrat erklärt, dass die beiden erstgenannten Bedingungen erfüllt sind.



24.2 Das Emissionsagio, falls vorhanden, kann durch Gesellschafterbeschluss oder Beschluss der Geschäftsführer unter Beachtung der gesetzlichen Bestimmungen betreffend die Unantastbarkeit des Kapitals und die gesetzliche Rücklage frei an den/die Gesellschafter ausgeschüttet werden.

### G. Liquidation

**Art. 25. Liquidation.** Im Falle der Auflösung der Gesellschaft wird die Liquidation durch einen oder mehrere Liquidatoren, natürliche oder juristische Personen, ausgeführt, welche von der Gesellschafterversammlung ernannt werden, die die Auflösung der Gesellschaft beschließt und die Befugnisse und Bezahlung der Liquidatoren bestimmt.

### H. Anwendbares recht

**Art. 26. Anwendbares Recht.** Der Gesellschaftsvertrag und seine Auslegung und Interpretation unterliegen Luxemburger Recht. Alle in diesem Gesellschaftsvertrag nicht geregelten Angelegenheiten sollen gemäß dem Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in der geänderten Fassung bestimmt werden.

#### Übergangsbestimmungen

1) Das erste Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am Tag der Gründung der Gesellschaft und endet am 31. Dezember 2010.

2) Zwischendividenden können auch während des ersten Geschäftsjahres der Gesellschaft ausgeschüttet werden.

#### Zeichnung und Zahlung

Die zeichnenden Gesellschafter haben die auszubehenden Geschäftsanteile wie folgt gezeichnet:

1) Sonoma Investments Group LLC, vorbenannt,

zahlte fünfzigtausend Euro (EUR 50.000) gegen Zeichnung von fünfzigtausend (50.000) Geschäftsanteilen.

Alle Geschäftsanteile sind ganz in Bar eingezahlt worden, so dass die Summe von fünfzigtausend Euro (EUR 50.000) von jetzt an der Gesellschaft zur Verfügung steht wie es dem unterzeichneten Notar nachgewiesen wurde.

#### Auslagen

Die Auslagen, Kosten, Vergütungen oder Belastungen welcher Art auch immer, die der Gesellschaft im Zusammenhang mit ihrer Gründung entstanden sind oder die von der Gesellschaft im Zusammenhang mit ihrer Gründung getragen werden sollen, werden auf EUR 2.000.- geschätzt.

#### Gesellschafterversammlung

Der Gründungsgesellschafter, welcher das gesamte Kapital der Gesellschaft repräsentiert, hat sofort eine Gesellschafterversammlung abgehalten. Die Gesellschafterversammlung hat folgende Beschlüsse gefasst:

1. Die Zahl der Geschäftsführer wird auf einen (1) festgesetzt.

2. Die folgende Person wird als alleiniger Geschäftsführer der Gesellschaft ernannt:

- Herr Paul Jacobson, geboren am 7 Mai 1979 in Washington, D.C., USA, mit beruflicher Adresse in 1, Allée Scheffer, L-2520 Luxemburg.

3. Der Geschäftsführer wird auf unbestimmte Dauer ernannt.

4. Die Anschrift des Gesellschaftssitzes ist 1, Allée Scheffer, L-2520 Luxemburg.

Der unterzeichnete Notar, der Englisch versteht und spricht, erklärt hiermit, dass die Urkunde auf Anfrage der erschienenen Partei auf Englisch geschrieben ist, gefolgt von einer deutschen Übersetzung. Auf Anfrage derselben erschienenen Partei und im Falle von Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Text soll die englische Fassung vorrangig sein.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Nachdem das Dokument dem Bevollmächtigten der erschienenen Partei vorgelesen worden ist, hat der Bevollmächtigte diese originale Urkunde zusammen mit dem Notar unterzeichnet.

Gezeichnet: C. GROSCHE und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 29 décembre 2009. Relation: LAC/2009/57583. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): F. SANDT.

- FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG - der Gesellschaft auf Begehrt erteilt.

Luxemburg, den 18. Januar 2010.

Référence de publication: 2010014369/695.

(100007980) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 janvier 2010.



**Trasfin S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.  
R.C.S. Luxembourg B 30.988.

—  
*Mention rectificative du dépôt du 23 juillet 2009 (n° L090111874)*

Le bilan modifié au 31 décembre 2008, les comptes annuels au 31.12.2008 régulièrement approuvés, le rapport de la personne chargée du contrôle des comptes, la proposition et la décision d'affectation des résultats de l'exercice ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Société Européenne de Banque  
Société Anonyme  
Banque Domiciliataire  
Signatures

Référence de publication: 2010014712/16.

(100007891) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 janvier 2010.

---

**Central Asia Marketing S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1537 Luxembourg, 3, rue des Foyers.  
R.C.S. Luxembourg B 47.387.

—  
Les comptes annuels au 31.12.2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18.01.2010.

Fiduciaire Becker, Gales & Brunetti S.A.

Luxembourg

Référence de publication: 2010014739/12.

(100008194) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 janvier 2010.

---

**Kepler P.O.S. S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1140 Luxembourg, 45-47, route d'Arlon.  
R.C.S. Luxembourg B 80.046.

—  
Les comptes annuels au 31.12.2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2010014740/9.

(100008185) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 janvier 2010.

---

**M.B. Group Holding S.A., Société Anonyme.**

R.C.S. Luxembourg B 69.301.

—  
**LIQUIDATION JUDICIAIRE**

«Par jugement du sept janvier 2010, le tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, siégeant en matière commerciale, a ordonné la dissolution et la liquidation de:

- la société anonyme MB GROUP HOLDING SA (n° RCS B 69301), dont le siège social à L-1470 Luxembourg, 44, route d'Esch, a été dénoncé le 31 août 2004,

Le même jugement a nommé juge commissaire Carole KUGENER, juge au tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg et liquidateur Maître Lionel GUETH-WOLF, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg.

Il ordonne aux créanciers de faire leurs déclarations de créances au greffe de la sixième chambre du tribunal de commerce avant le 29 janvier 2010.

Pour extrait conforme  
s. Maître Lionel GUETH-WOLF  
Le liquidateur

Référence de publication: 2010016167/18.

(100009667) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2010.

---

**Euro-Lepont S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 3A, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 59.878.

L'an deux mille neuf, le premier décembre.

Par-devant Nous Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné,

**A COMPARU:**

La société de droit chypriote "ULURU HOLDINGS LIMITED",

établie et ayant son siège social à CY-3105 Limassol, Arch. Makariou III, 227, Doma Building, 3<sup>rd</sup> floor, (Chypre), inscrite au Registre de Commerce de Chypre sous le numéro RC HE 223259,

ici représentée par Monsieur Christian DOSTERT, employé privé, demeurant professionnellement à L-6130 Junglinster, 3, route de Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée; laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietur" par le mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte afin d'être enregistrée avec lui.

Laquelle partie comparante, représentée comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentaire d'acter:

- Que la société anonyme régie par les lois du Luxembourg "EURO-LEPONT S.A.", établie et ayant son siège social à L-1882 Luxembourg, 3A, rue Guillaume Kroll, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 59878, (la "Société"), a été constituée suivant acte reçu par Maître Frank MOLITOR, alors notaire de résidence à Mondorf-les-Bains, en date 16 juin 1997, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 550 du 7 octobre 1997,

et que les statuts ont été modifiés à plusieurs reprises et pour la dernière fois suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 23 janvier 2009, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 477 du 5 mars 2009.

- Que la partie comparante est la seule associée actuelle ("Actionnaire Unique") de la Société et qu'elle a pris, par son mandataire, les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'Actionnaire Unique décide d'augmenter le capital social à concurrence d'un million deux cent quatre-vingt-dix-neuf mille sept cent quarante-neuf virgule trente-deux euros (1.299.749,32 EUR), pour le porter de son montant actuel de deux millions sept cent soixante-quatre mille deux cent cinquante virgule soixante-huit euros (2.764.250,68 EUR) à quatre millions soixante-quatre mille euros (4.064.000,- EUR), sans création et émission d'actions nouvelles, mais par l'augmentation du pair comptable des quatorze millions cinq cent quarante-six mille cinq cent vingt-six (14.546.526) actions représentatives du capital social.

*Intervention - Souscription - Libération*

Est intervenu ensuite Monsieur Christian DOSTERT, préqualifié, agissant en sa qualité de mandataire dûment autorisé de l'Actionnaire Unique, (le "Souscripteur"), en vertu de la procuration mentionnée ci-avant.

Le mandataire déclare souscrire au nom et pour le compte du Souscripteur à l'intégralité de l'augmentation du capital et la libérer intégralement par conversion en capital d'une créance certaine, liquide et immédiatement exigible, existant à son profit et à charge de la Société et en annulation de cette même créance.

*Evaluation - Rapport de l'apport*

L'apport a été évalué et décrit dans un rapport, daté du 20 novembre 2009, dressé par le réviseur d'entreprises indépendant la société "FIDUCIAIRE MARC MULLER S.à r.l.", avec siège social à L-1882 Luxembourg, 3A, rue Guillaume Kroll, dûment représentée par son gérant Monsieur Marc MULLER, conformément aux articles 26-1 et 32-1 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

La conclusion dudit rapport est la suivante:

*Conclusion*

"Sur base des vérifications effectuées telles que décrites ci-dessus, aucun fait n'a été porté à notre attention qui nous laisse penser que la valeur globale des apports ne correspond pas au moins au nombre et à la valeur nominale des actions à émettre en contrepartie."

Ledit rapport, après avoir été signé "ne varietur" par le mandataire du comparant et le notaire instrumentant, restera annexé au présent acte afin d'être enregistré avec lui.

*Deuxième résolution*

L'Actionnaire Unique décide de remplacer les 14.546.526 actions existantes sans désignation de valeur nominale par 4.064 actions d'une valeur nominale de 1.000,- EUR chacune.

## Troisième résolution

Afin de mettre les statuts en concordance avec la résolution qui précède, l'Actionnaire Unique décide de modifier le premier alinéa de l'article 5 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

" **Art. 5. (premier alinéa).** Le capital social souscrit est fixé à quatre millions soixante-quatre mille euros (4.064.000,- EUR), représenté par quatre mille soixante-quatre (4.064) actions d'une valeur nominale de mille euros (1.000,- EUR) chacune, intégralement libérées."

## Frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison des présentes, est évalué approximativement à deux mille cinq cents euros.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Junglinster, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte au mandataire de la partie comparante, agissant comme dit ci-avant, connu du notaire par son nom, prénom, état civil et demeure, ledit mandataire a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: DOSTERT - J. SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 8 décembre 2009. Relation GRE/2009/4555. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 6 janvier 2010.

Référence de publication: 2010014307/74.

(100008062) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 janvier 2010.

**Dirland Telecom Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 15.000,00.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 110.427.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010014750/11.

(100008071) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 janvier 2010.

**De Greng Männchen S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-7661 Medernach, 17, rue de Diekirch.

R.C.S. Luxembourg B 94.502.

Les comptes annuels au 31.12.2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010014771/10.

(100008557) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 janvier 2010.

**Um Gruew S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1280 Luxembourg, 3, rue du Père Jacques Brocquart.

R.C.S. Luxembourg B 136.304.

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire de la société tenue le 13 janvier 2010 à 14.30 heures à Luxembourg*

Les associés décident à l'unanimité de transférer le siège social de la société de L-1544 Luxembourg, 20, rue Théodore Funck Brentano à L-1280 Luxembourg, 3, rue du Père Jacques Brocquart.

Pour extrait sincère et conforme

Signature

Le gérant

Référence de publication: 2010015093/13.

(100009338) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2010.